



# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

## Socialiste unifié

N° 90

24 FEVRIER 1962

PRIX : 0,40 NF

### UNE NOUVELLE BATAILLE : L'APPLICATION DE L'ACCORD

L'ACCORD franco-algérien est pratiquement réalisé, nous dit-on. On nous assure aussi que les risques de rupture à la dernière minute sont très faibles. S'il en est effectivement ainsi, personne ne s'en réjouira plus que nous qui n'avons cessé de lutter depuis des années contre cette guerre et de dire qu'elle ne pourrait être terminée qu'aux conditions généralement acceptées : négociation avec le G.P.R.A., reconnaissance de l'indépendance, intégrité du territoire algérien.

Sans doute ne pourrions-nous étouffer tout sentiment d'amertume. Pourquoi avoir si longtemps attendu pour en arriver là ? Pourquoi, par une démarche si tortueuse et si lente, avoir prolongé les hostilités, multiplié le nombre des victimes, laissé se déchaîner la

par

**Robert VERDIER**

violence en France comme en Algérie, aggravé l'hostilité et la haine entre les deux communautés ? C'est un procès qu'il faudra tout de même instruire.

En attendant, considérons seulement le présent et le proche avenir.

À peine l'accord paraît-il en vue que nous assistons à l'exploitation politique de l'événement en faveur du régime. Nous entendons déjà toute l'argumentation gaulliste : « De Gaulle, de qui on attendait surtout qu'il fit la paix, a rempli sa mission (à vrai dire, en trois ans et demi, après d'innombrables détours, et à des conditions fort différentes de celles qu'il avait d'abord espérées et fait espérer) ; le peuple français lui en sera reconnaissant ; les dernières résistances vont s'effondrer ; empressons-nous d'organiser un referendum et les élections ; ce sera un miraculeux rétablissement du régime si dangereusement ébranlé. »

C'est vite dit. Nous sommes moins assurés que l'affaire d'Algérie, sitôt le cessez-le-feu proclamé, aura fini de pourrir la situation intérieure en France. Ce n'est pas tout de signer l'accord, encore faut-il être en mesure d'en imposer l'application. Est-on bien sûr qu'il sera si facile de le faire ? Pour avoir tant tardé à se résoudre à l'inévitable, de Gaulle a laissé le temps aux partisans de « l'Algérie Française » de s'organiser. Les illusions dont il les a bercés, sans doute aussi les promesses qu'il leur fit pour conquérir le pouvoir et qu'il n'a pas tenues, ont porté leur exaspération au plus haut degré. On ne pouvait mieux faciliter la tâche de ceux qui n'ont eu d'autre dessein que d'utiliser l'affaire d'Algérie à des fins de politique intérieure et de constituer un mouvement de caractère fasciste. C'est ainsi que l'O.A.S. a pu naître et se développer.

Celle-ci, même si elle ne tente pas ouvertement le coup de force, va maintenant multiplier ses efforts pour saboter l'application du cessez-le-feu. Elle ne manque pas de moyens. La provocation d'Oujda nous en donne la preuve. Il est tout de même étrange et surtout fort inquiétant que deux aviateurs puissent s'envoler d'une base militaire, disposer de deux appareils chargés de munitions qui ne sont sans doute pas offertes au premier venu, qu'ils puissent accomplir un vol de plus de deux heures, revenir à leur point de départ et disparaître avec tant de facilité, que leur identité enfin ait été si longtemps dissimulée par le commandement. Un incident de cette nature nous rend sceptiques sur les prévisions optimistes du pouvoir.

Comment celui-ci cherchera-t-il à lever cette nouvelle hypothèque dont il a lui-même grevé l'avenir du pays en donnant à l'O.A.S. le temps de s'organiser ?

Il y a tout lieu de craindre, lorsqu'on considère les méthodes auxquelles il a eu recours jusqu'ici, qu'il ne soit tenté une fois de plus de biaiser, de gagner du temps, de rechercher à amadouer une partie au moins de ses adversaires. L'accord avec le G.P.R.A. est un échec et une déception pour les forces de droite et pour les chefs de l'armée qui attendaient du régime d'autres solutions. Pour les maintenir derrière lui, car il ne veut pas d'autre soutien, le gaullisme cherchera à leur offrir des compensations. Son attitude au cours des journées de février, la répression des manifestations, la grande peur devant le réveil de l'opinion et les progrès de l'union entre les organisations populaires, indiquent assez clairement dans quelle direction il s'orientera. Il frappera d'autant plus fort à gauche qu'il n'aura pu faire, pour l'Algérie, la politique qu'il avait laissée espérer à la droite et l'extrême-droite. Mais, loin de désarmer celles-ci, il risque de leur donner des gages et de les encourager.

Ainsi, de l'accord avec le G.P.R.A. à la paix réelle, il peut y avoir encore un long chemin à parcourir, jalonné pour nous par de nouvelles batailles qui n'exigeront pas moins de lucidité que de résolution et de courage.



(Keystone.)

## LA PAIX, ENFIN !



(Unesco.)

# UN PEUPLE UNANIME...

Nous ne croyons pas inutile de revenir sur l'immense mouvement de révolte — et de sympathie pour les travailleurs parisiens — qui a secoué toute la France du Travail, au lendemain de la tuerie parisienne du 8 février.

Il nous faudrait un journal entier pour rendre compte des meetings, manifestations, grèves, défilés, envois de délégations avec millions de protestations qui ont jailli spontanément, affirmant la volonté unanime du peuple de lutter contre le fascisme et l'O.A.S.

Mais si nous ne pouvons qu'enregistrer une grande satisfaction de cette attitude généralement unitaire, quelques ombres apparaissent, hélas ! dans ce tableau, çà et là, où certains dirigeants, prétendument socialistes, se refusent encore, malgré l'évidence, à s'associer aux travailleurs dans leur lutte contre le pouvoir gaulliste.

## Charente-Maritime

A l'appel de nombreuses fédérations départementales d'organisations dont le P.C., le P.S.U., la L.D.H., la C.G.T., le S.N.I., F.E.N. et des comités de vigilance de Saintes, Rochefort et Royan, a eu lieu le dimanche 18, à Saintes, une magnifique manifestation de masse, malgré les interdictions préfectorales et les pressions de toutes sortes, dont la présence de 400 représentants des forces de police. Près de 5.000 républicains ont défilé à travers la ville, accompagné d'un important service d'ordre organisé par les militants des partis et syndicats; près de la moitié des manifestants n'ont pu entrer dans la salle.

## Ille-et-Vilaine

La courageuse fédération P.S.U. est engagée depuis longtemps dans une action très énergique.

C'est ainsi qu'à Rennes : — Le 6 février, 4.000 étudiants et professeurs manifestent l'attachement de l'Université aux libertés fondamentales, leur volonté antifasciste et leur attachement à la paix. Notre camarade Villeret lit le discours du professeur Vedel.

— Le 9 février, suivant la tactique inaugurée le 29 novembre, des milliers de manifestants crient leur indignation contre l'odieuse répression policière contre les républicains. Le comité de vigilance antifasciste et les comités de paix font acclamer la paix en Algérie et conspuent l'O.A.S.

— Et enfin, le 13 février, après une grève générale suivie à 90 p. 100, et dans certaines corporations à 100 p. 100, un meeting réunit aux lycées les militants syndicaux et les étudiants; 12.000 personnes défilent dans les rues, aux cris de « O.A.S. Assassins, Paix en Algérie, Papon démission, La Quille à 18 mois ».

## Loire-Atlantique

A la suite de la sanglante répression de Paris, les syndicats nantais C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., la F.E.N. et le S.N.I. publiaient un tract vendredi matin où sous le titre : « Riposte à l'assassinat », ils appelaient les travailleurs à cesser le travail à 16 heures.

A 17 h. 30, plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles des centaines d'étudiants alertés par le « comité universitaire d'action syndicale » se rassemblaient place Neptune.

De là un imposant cortège de plus de 12.000 Nantais se formait et parcourait la ville pendant deux heures aux cris de : « O.A.S.-Assassins, Papon démission et le fascisme ne passera pas ».

Dans l'après-midi de vendredi, le P.S.U. sortait un tract qui était distribué pendant la manifestation. Ce tract qui stigmatisait l'attitude gouvernementale appelait la population à se rendre le dimanche 11 à la Bourse du Travail pour assister à un meeting organisé par le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T. et la F.E.N.

Ce meeting devait être une réussite. Il permit à deux représentants du P.S.U. d'exprimer les positions du parti devant près d'un millier de personnes tandis qu'une cinquantaine de T.S. étaient venus à la sortie.

A Saint-Nazaire, cependant, de massives manifestations se sont déroulées avec calme et dignité. Malgré l'absence de la C.F.T.C. et de F.O., plus de 4.000 personnes répondirent à l'appel du P.C., de la S.F.I.O., du P.S.U. et de la C.G.T. le lundi soir. Au premier rang, le maire de Saint-Nazaire, Blanche, était aux côtés de quelques conseillers municipaux et de Pierre Franck, représentant le P.S.U.

Le lendemain matin, les trois syndicats ayant diffusé un tract commun — une nouvelle manifestation — groupa près de 10.000 citoyens.

La ville de Saint-Nazaire, ce jour-là, fut paralysée par une grève générale quasi complète.

## Vendée

A l'appel du Comité départemental antifasciste, 500 personnes ont écouté, à La Roche-sur-Yon, les orateurs de la L.D.H., de la F.E.N., du P.S.U. et de l'U.D.-C.G.T., puis un cortège se rendit au monument aux morts pour y déposer une gerbe. (Notons que la section S.F.I.O. — dont le leader est ministre dans le gouvernement Debré — a manifesté, seule, à l'écart de la population.)

Dans toute la Vendée, des mouvements de grève ont paralysé la S.N.C.F., l'Enseignement, les P. et T., certaines administrations, l'E.G.F. et nombre d'industries privées.

## Saône-et-Loire

La grève, au Creusot, a été suivie à près de 90 pour 100 par les ouvriers, 55 pour 100 chez les instituteurs et 95 pour 100 chez les professeurs, tandis que 1.500 personnes fleurissaient le monument aux morts à la mairie.

A Mâcon, à la suite des réunions de décembre 1961 ayant abouti au succès de la journée du 19 décembre, tous les syn-

dicats maçonnais (C.G.T., C.F.T.C., S.G.E.N., F.E.N.) sauf F.O. ont décidé d'agir en commun contre l'O.A.S. et ses méthodes.

## Seine-et-Marne

A Melun et dans la région, fort mouvement de grève.

A 10 heures, le 12 février, plus de 2.000 personnes se rendirent au monument aux morts à l'appel des syndicats et des organisations démocratiques. Après avoir entendu diverses allocutions et déposé une gerbe, le cortège se rendit à l'hôtel de ville.

A 18 h. 30, un rassemblement de 300 personnes, à Dammarié-les-Lys, fut réuni à l'appel du Conseil municipal et du Comité antifasciste.

## Loire

A Rives-de-Gier, ville du député-maire Hemaïn, suppléant de Pinay, où la manifestation organisée par les syndicats C.G.T., C.F.T.C., S.N.I. et le Comité antifasciste (P.S.U., P.C., Œuvres Laïques, M.L.O.) a groupé un millier de personnes. Après un



Ils étaient 15.000 à Nantes, aux obsèques d'Anne-Claude Gaudeau, assassinée le 8 février à Paris. (Agi.)

meeting à la bourse du travail, le défilé a parcouru la ville aux cris de « O.A.S. - Assassins » et « Paix en Algérie » jusqu'au monument aux morts où une gerbe a été déposée à la mémoire des huit victimes de la répression policière de Paris.

## Doubs

A Audincourt, une manifestation a eu un succès important. Environ 500 personnes ont défilé avec des banderoles et en criant des slogans antifascistes. Le cortège s'est rendu au monument aux morts où notre camarade Minazi présida à un dépôt d'une gerbe en hommage aux victimes des manifestations du 8 février. Le cortège se rendit ensuite à l'hôtel de ville où, après la lecture d'une motion, la manifestation se dispersa dans le calme.

A Besançon, depuis deux mois, la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F., le P.C. et le P.S.U. qui étudient ensemble les moyens efficaces de réponse à l'O.A.S., ont organisé en commun la manifestation du 19 décembre et ont lancé depuis un appel à la population et aux autres organisations.

Le 12 février, 2.500 personnes ont répondu à l'appel commun des syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F. et du P.C., du P.S.U., de la S.F.I.O., des Radicaux, du M.R.P., de la Ligue des Droits de l'Homme, du Comité Maurice-Audin; elles ont manifesté contre la répression policière et l'O.A.S.; un mot d'ordre commun d'arrêt du travail à partir de 17 h. avait été lancé par l'ensemble des organisations soutenues par la municipalité.

## Seine-Maritime

Vendredi 9 février, le lendemain de la répression de la Bastille, une manifestation antifasciste était organisée à Rouen, aux Emmurées, par le P.S.U., le P.C., le Mouvement de la Paix, la C.G.T. et divers autres groupements. Habituellement, ce genre de manifestation réunit 1.500 à 2.000 personnes. Vendredi 9 février, on en dénombrait 5.000.

A noter au meeting de Rouen, une intervention vivement applaudie de Michel Bérégovoy, secrétaire fédéral du P.S.U. sur le thème du Front socialiste.

A Maromme, à l'appel des organisations syndicales, philosophiques et politiques qui avaient organisé la manifestation du 12 février à la salle des fêtes et auxquelles s'était jointe la section cantonale du S.N.I., 400 personnes se sont rendues en cortège au monument aux morts. Elles ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression policière du 8 février 1962 à la Bastille. Au nom du Syndicat national des instituteurs et du Comité antifasciste créé la veille, des gerbes ont été déposées.

## Moselle

Une manifestation, plus ample et d'un niveau d'organisation plus élevé que celle du 19 décembre dernier, a eu lieu au centre de Metz, le samedi 10 février à 17 h. : 500 à 600 personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, ont défilé pendant une demi-heure dans les rues du centre en lançant des slogans anti-O.A.S.

## Corrèze

La riposte des organisations démocratiques, à Brive, aux assassinats et aux brutalités policières du 8 février à Paris, a été immédiate.

A 18 h 30, plus de 1000 personnes étaient

rassemblées devant la mairie et approuvaient à l'unanimité une motion flétrissant les assassinats de la police. Un cortège fut constitué et se dirigea à travers la ville vers la sous-préfecture, aux cris de « O.A.S. - assassins », « Paix en Algérie ». Une délégation P.C., P.S.U., S.F.I.O., Radicaux, C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. fut ensuite reçue par le sous-préfet et lui fit connaître le désir des manifestants et des organisations républicaines de s'opposer énergiquement aux menées fascistes.

## Haute-Garonne

A Toulouse, à l'appel du Front syndical commun (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., A.G.E.T.), du P.S.U., du P.C.F., de la S.F.I.O. et de F.O., environ 5.000 personnes se sont massées le 12 février devant le monument aux morts. Une gerbe a été déposée par le maire de Toulouse. La dislocation s'est opérée dans le calme et le silence.

## Seine

A Vitry-sur-Seine, un meeting s'est tenu le 9 février devant les usines Rhône-Poulenc. Il groupait 3.000 travailleurs des usi-

nes environnantes. Divers orateurs ont pris la parole dont un au nom de la section P.S.U. Il a notamment déclaré : « La colère gronde dans le cœur des travailleurs, elle gagne leurs mains qui sont encore nues, il faut prévoir toutes les formes possibles afin que ces mains ne soient plus nues. Le P.S.U. est avec les travailleurs pour cette lutte plus dure qui s'engage... »

## Sarthe

A l'appel commun de l'U.D.-C.G.T., du P.C., du P.S.U., du Mouvement de la Paix et d'autres organisations d'anciens combattants, 15.000 personnes ont défilé au Mans, le dimanche 11, en clamant leur colère contre l'O.A.S., le ministre Frey et le chef des tueurs de Charonne, Papon.

L'assistance affirma sa volonté de se tenir prête à répondre à tout nouveau mot d'ordre du comité d'organisation.

## Gard

A Alès, le Comité de vigilance antifasciste a tenté de réunir toutes les organisations démocratiques de la ville dans un meeting commun.

Malgré le refus du député-maire S.F.I.O. et de la section locale, plus de 2.000 personnes ont répondu à l'appel du Comité, tandis que les socialistes ne réunissaient à grand-peine, de leur côté, qu'à grouper quelques centaines de citoyens.

## Loir-et-Cher

Des manifestations anti-O.A.S. se sont déroulées dans le département à Blois, Vendôme, Romorantin, Montrichard, Saint-Aignan.

Ces manifestations ont atteint une ampleur qu'elles n'avaient jamais connue : 2.000 à 2.500 manifestants à Blois, 500 à Vendôme.

## Eure-et-Loir

Un rassemblement départemental antifasciste a été organisé dans la matinée du dimanche 18 février à Chartres : 600 personnes environ ont répondu à l'appel des organisations, ce qui est assez remarquable car après le grand élan populaire du 13 février et étant donné les perspectives d'un proche accord franco-algérien, il fallait s'attendre à une certaine retombe de la combativité dans l'Eure-et-Loir.

Notre camarade, Jacques Abraham, au nom de la Fédération de l'Eure-et-Loir, précisa la position du P.S.U. A la fin du meeting, un cortège silencieux et digne se forma et se dirigea vers le monument Jean Moulin.

## Basses-Pyrénées

A Bayonne, le 13 février, à la suite des événements de Paris, un appel pour une manifestation silencieuse, le lundi, devant le monument aux morts, à 18 h. 30 fut lancé par deux séries de tracts :

— Syndicats C.G.T. et C.F.T.C. ; — tracts S.F.I.O., P.C., P.S.U., Radicaux, F.E.N., C.F.T.C. et Jeunesse communiste.

Environ 1.200 personnes. Le mardi 12, à 10 h. 30, une manifestation identique eut lieu au monument aux morts avec dépôt de gerbe par appel de la F.E.N. appuyé par les autres syndicats C.G.T., C.F.T.C., en liaison avec grève. 1.500 personnes furent présentes à cette cérémonie.

## Charente

Les difficultés sont assez grandes pour réaliser l'accord entre partis et syndicats. Cependant, à Ruelle, environ 2.000 personnes se réunirent à l'appel du Comité départemental antifasciste — où ne figure ni la S.F.I.O. ni d'autres partis dits républicains, ni les syndicats F.O. (toutefois, il faut souligner que le maire de Ruelle est secrétaire fédéral de la S.F.I.O. et qu'il avait refusé la présence de la police.) Dans un calme parfait, les manifestants ont défilé dans la ville jusqu'au monument aux morts.

Le lendemain, une petite manifestation eut lieu, à Angoulême.

## Puy-de-Dôme

La journée départementale d'action contre le fascisme et pour la paix en Algérie a été marquée à Clermont-Ferrand par un meeting qui s'est tenu dans la grande salle des fêtes de la Maison du Peuple. Plus de 2.000 manifestants avaient répondu à l'appel des quelques trente organisations composant le Comité départemental de coordination des organisations démocratiques.

## Dordogne

A Bergerac, le Comité de défense des libertés républicaines créé au moment du putsch d'avril 1961, à l'initiative du Comité de coordination syndicale (F.E.N., C.G.T., C.F.T.C., F.O.) groupe 20 organisations syndicales, politiques, culturelles et d'anciens combattants et résistants.

Voici ses dernières manifestations : 19 décembre 1961, 500 personnes ont défilé de la Bourse du Travail à la sous-préfecture ; le 12 février 1962, devant le monument aux morts de la Résistance, près de 1.000 personnes ont salué, dans le silence et la dignité, les victimes de l'O.A.S. et celles de la répression policière du 8 février. Inutile de dire que dans le travail du Comité, les adhérents et les sympathisants du P.S.U. ont assumé et assument toute leur part d'initiative et de responsabilité.

## Nord

La dynamique section P.S.U. de Mareq-en-Barœul distribua des tracts nombreux, et participa massivement à la manifestation au monument aux morts en compagnie de tous les responsables politiques (du P.C.F. au M.R.P.) et syndicalistes, ainsi que les enseignants.

A Lille, malgré les efforts de notre section P.S.U. une grave division a rompu le front antifasciste. Tandis que le 8 février une manifestation silencieuse au monument aux morts se déroulait (en l'absence de la S.F.I.O.) devant à peine 2.000 personnes, le soir même, le M.R.P. et la C.F.T.C. refusèrent le principe d'une autre manifestation qui était prévue — et acceptée précédemment par tous — pour le 15. Ces bagarres et les morts parisiens du 8 février ne devaient pas changer la détermination des organisations, responsables de la désunion du front antifasciste.

## Amboise a enterré ÉDOUARD LEMARCHAND assassiné le 8 février

C'est, bien sûr, par hasard qu'Édouard Lemarchand, assassiné par la police gaulliste au cours des manifestations parisiennes du 8 février, était originaire d'Amboise. C'est-à-dire du canton de M. Michel Debré. Mais pourtant, en nous rendant aux obsèques, vendredi dernier, de ce travailleur mort pour avoir clamé son attachement à la démocratie, nous ne pouvions nous empêcher de faire un rapprochement, si l'on peut dire, entre celui-ci et ce Premier ministre dont on a déjà beaucoup parlé à propos d'affaires sanglantes.

Ce 16 février, sur la route qui longe la Loire, de Tours à Amboise, toutes les voitures allaient dans le même sens. Aussi, est-ce sans étonnement qu'en arrivant devant la petite maison campagnarde des Lemarchand, nous vîmes que la foule était là. Surtout des travailleurs, des jeunes aussi, et puis des instituteurs et des professeurs venus dire adieu à l'employé de l'« Humanité ».

Puis les porte-drapeaux prirent la tête du cortège, suivis par d'innombrables porteurs de gerbes, cent cinquante, deux cents peut-être. Fleurs rouges surtout, barrées de rubans portant des inscriptions : Syndicat C.G.T. de la métallurgie, 92<sup>e</sup> section du Livre, Fédération du P.C.F., F.S.G.T., Fédération du P.S.U. etc. Ensuite, vinrent les très nombreuses délégations officielles : syndicats, partis politiques, groupements sportifs et culturels. Enfin, l'immense foule : quatre à cinq mille personnes, dans laquelle nous distinguons de nombreux syndicalistes, de nombreux militants des sections P.S.U. de Tours, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Château-Renaud, Loches et, bien entendu, Amboise.

Au cimetière, avant de se séparer, chaque homme, chaque femme vint déposer une petite fleur rouge, tout simplement, sur le cercueil, et la grande vague de ceux qui n'oublieront pas s'écoula lentement.

## Revue de presse :

### Les « affreux » et quelques autres...

MASQUER l'importance du retentissement du crime du 8 février n'est pas possible. La presse de droite, la presse crypto, para ou pro-O.A.S. est, cette semaine, réduite à la défensive, à la provocation et à la falsification comme à la justification de la tuerie policière.

#### Les émeutiers

« CARREFOUR » ne craint pas d'affirmer : « Les explications de Roger Frey confirmées par des témoignages accablants que sont les clichés photographiques établissent que l'on glissa de la manifestation à l'émeute sans qu'il y ait eu de provocation policière... » Et « RIVAROL » enchaîne : « A la Bastille, on a entendu un chef du service d'ordre lancer à quelques militants : « Tapez sur les flics ! Vous voyez bien qu'ils ne bougent pas. » Provoqués, les policiers ont bougé ; ils ont matraqué... mais après avoir été attaqués à coups de bouillons, de barres de fer et autres outils que les émeutiers ont pour habitude d'utiliser dans les grandes circonstances. » Ces affirmations péremptives ont la même valeur que la déclaration du sieur Legay (encore), directeur de la police municipale, disant : « Il n'y a pas eu de chasses individuelles au manifestant. »

L'ennui, c'est que « PARIS-MATCH » — qui sans doute ne lit pas les déclarations des hauts fonctionnaires responsables — imprime : « D'habitude, les deux adversaires se heurtent en masse ; cette fois, les policiers se divisèrent en petits groupes pour poursuivre les manifestants qui s'échappaient, disparaissaient dans les petites rues ou les immeubles pour se regrouper un peu plus tard... »

#### Le « coup du Reichstag »

Falsifier l'histoire, lui faire servir les desseins les plus inavouables, « PARIS-PRESSE » excelle à cette besogne : « Le 6 février d'il y a vingt-huit ans sous le signe du nationalisme réactionnaire aboutit à un gouvernement de Front populaire. Puis Daladier remplaça Blum qui avait remplacé Doumergue. Le résultat fut qu'Hitler cueillit, avec les deux survivants de ce trio, un pays nommé France. » Le mensonge maintes fois démasqué, « le Front populaire responsable de juin 1940 » a toujours de chauds partisans. De son côté, « FRATERNITE FRANÇAISE » ne veut pas être en reste : « Il fallait des morts pour remuer la masse... A ce travail de nécrophage, tout le monde s'est complu, aussi bien le gouvernement, sa presse, sa radio que le P.C. et ses satellites. Hitler aussi avait fait, mais en plus grand, le coup de Reichstag. »

Mettre sur le même plan démocrates et assassins de l'O.A.S., c'est la besogne qu'exécute « LE FIGARO » : « L'O.A.S. et le P.C. qui s'épaulent en ayant l'air de se combattre... » « PARIS-PRESSE » vient à la rescousse : « Ainsi maintenant se donnent objectivement la main ceux qui plastiquent en un sursaut contre la

trahison et ceux qui tapent sur les agents en un sursaut contre les plastiqueurs. »

#### Les « rouges »

La falsification éclate encore dans l'énumération des organisateurs des manifestations des 8 et 13 février. Pour « AUX ECOUTES » comme pour « PARIS-PRESSE » ou « NOUVEAUX JOURS », seuls les communistes et les progressistes sont descendus dans la rue. La manœuvre est claire : il s'agit « objectivement », comme dirait « Paris-press », d'agiter l'épouvantail communiste ainsi que Salan et ses tueurs le susurrent à la presse nationale. Mentir, c'est servir l'O.A.S. Et si « ASPECTS DE LA FRANCE » consent à parler des autres, c'est pour pourfendre les Républicains : « Est-il besoin de rappeler que l'histoire de nos Républiques est jalonnée du sang de nos guerres civiles... sang de 48, sang de la Commune, sang de Fourmies... Suivant le convoi sans prêtre, messieurs les agneaux rouges de la C.F.T.C. paraissent fort à l'aise mardi avec les loups du communisme et du progressisme. Sans doute rêvaient-ils de nouveaux arbres de la Liberté, du « fascisme » rouge de 44 et de nouvelles épurations... »

La provocation est aussi une arme classique. Les « INFORMATIONS POLITIQUES ET SOCIALES » dénoncent la « préparation technique très spéciale et très caractérisée que le P.C. a mis en œuvre depuis deux mois environ... (il s'agit)... du service d'ordre... appareil clandestin et paramilitaire du parti. La direction communiste s'occupe activement d'en développer la capacité révolutionnaire et de l'exercer au combat de rues. » De là à affirmer que les dirigeants des organisations de gauche sont responsables des morts, il n'y a qu'un pas que « RIVAROL » franchit en écrivant : « Le P.C. peut toujours accuser la police : il est responsable de l'émeute. C'est simple, il fallait y penser. Comme il fallait aussi penser tout simplement que les attentats O.A.S. c'était du bidon. C'est le même journal, « hebdomadaire de l'opposition nationale », qui le dit : « Il ne restait qu'à fabriquer des complots. L'attentat contre la maison de M. Malraux, la bombe du Quai d'Orsay... » A qui seront imputés les prochains ? Ce torchon indique une piste éventuelle aux fins limiers de M. Papon : « Dans les milieux touchant de près le P.S.U., on reparlait d'explosifs expédiés par le Quai d'Orsay... »

#### Protester par les « voies légales »

La pensée de la S.F.I.O. est, certes, difficile à saisir. Les commentateurs autorisés se font rares. Il est vrai qu'au moment où la France entière affirmait sa résolution de lutter contre l'O.A.S., ses complices d'hier et d'aujourd'hui, les parlementaires S.F.I.O. étaient réunis en journée d'études à Bordeaux. Ils décidaient de faire porter tous leurs efforts... sur la réforme du règlement de l'Assemblée pour « rouvrir les voies légales de la protestation... »

« L'AURORE », c'est une manie, appelle à réconcilier les Français, c'est-à-dire les assassins et les victimes.

Quant à M. François MAURIAC, semblable à lui-même, il s'interroge. Il est contraint de constater que « si dindons de la farce que nous consentions à être, nous les gaullistes de gauche, notre amour pour de Gaulle ne nous a jamais aveuglés ». Et le « dindon » académicien poursuit : « il (de Gaulle) incarne la France de l'Histoire, il donne une réalité charnelle à ce qui n'était qu'une idée. Tant qu'il respire, qu'il conçoit, qu'il agit, cette France a l'air d'exister. Grâce à lui, elle a une politique étrangère à sa mesure ; et comme ses yeux sont ceux de de Gaulle, sa vue porte loin, trop loin, pour le pays réel... » Il est vrai que le pays réel, à l'heure où le « dindon de gauche » écrivait, se préparait à enterrer ses morts, ses morts assassinés par la république gaulliste, comme ceux de la Commune le furent par la versailleuse. Et n'en déplaise au demeureur d'« ASPECTS », entre ces républicains-là et la Nôtre, il n'y a qu'une simple homonymie.

Le contenu, lui, est fondamentalement opposé.

Louis HOUEVILLE.

## Ceux qui s'engagent...

Le P.S.U. enregistre actuellement un fort courant d'adhésions nouvelles particulièrement sensible sur la région parisienne. Déjà le meeting du 18 janvier, à la Mutualité, avait valu 150 adhésions aux fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise. Depuis, et à la suite des récents événements, de nombreux citoyens se présentent rue Henner pour adhérer et le courrier apporte, au siège national, plusieurs demandes chaque jour, intéressant également les autres fédérations.

Autant que les adhésions elles-mêmes, sont significatives les raisons données à l'engagement politique et nous ne résistons pas à l'envie de faire connaître le texte de quelques-unes des lettres reçues :

#### 17 ans, l'âge d'agir

9 février 1962

« Après la manifestation d'hier soir à la Bastille, qui a fait tant de morts et de blessés, et qui m'a tant révoltée, je viens vers vous. J'ai 17 ans, l'âge d'agir, et je veux lutter pour mon avenir, pour notre avenir ; lutter contre un gouvernement qui ne sait que matraquer les manifestants. Mais pour agir efficacement, il faut s'unir et c'est pour cela que je vous écris. Je voudrais adhérer à votre groupement. Pourriez-vous me dire les conditions, vos idées essentielles que je pense être les miennes, et ce que je pourrais faire en ce moment. J'attends le plus tôt possible une lettre de vous. J'ai attendu longtemps avant de vous écrire, mais plusieurs de mes camarades sont morts en Algérie, d'autres ont été blessés hier, c'est vraiment trop. Il faut vivement réagir et je suis prête à cela.

R. G.,  
élève de première dans un lycée parisien.

#### J'ai cinq enfants

13 février 1962

Je vous prie de bien vouloir accepter mon adhésion au Parti Socialiste Unifié. Depuis longtemps, la situation politique française me faisait penser à m'engager dans un parti politique qui luttait contre la montée du fascisme en France.

Au soir des obsèques des victimes de la répression, je vous adresse cette adhésion.

Je suis mère de cinq enfants : c'est vous dire tout ce que j'attends de l'avenir pour eux et pour tous les « copains » de Daniel Fery.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma très grande considération.

I. S.,  
Fontenay-aux-Roses.

#### Plus de spectateurs

13 février 1962

Après les événements de ces derniers jours, je pense qu'il n'est plus possible de rester inorganisé et d'assister en spectateur à la grande bataille qui se livre.

C'est pourquoi je vous serais reconnaissant de vouloir bien m'admettre dans les rangs du P.S.U. et de me faire parvenir ma carte d'adhérent.

Avec mes remerciements, croyez à l'assurance de mes sentiments républicains.

P. G.,  
Vitry-sur-Seine.

#### Je quitte la S.F.I.O.

10 février 1962

J'ai suivi l'action du P.S.U. depuis sa création et je ne peux que constater la justesse des positions qu'il a toujours défendues.

Votre combat pour la paix en Algérie et contre la montée du fascisme, votre lutte contre le pouvoir personnel et pour la justice sociale, m'incitaient déjà à vous rejoindre. Mais votre attitude courageuse de ces derniers temps ne me permet plus d'attendre davantage.

Vieux militant de la S.F.I.O., je quitte ce parti auquel s'attachent pourtant, pour moi, tant de souvenirs et je demande ma place au sein de celui qui lutte pour une cause qui est aussi la mienne.

Je vous prie d'accepter mon adhésion au P.S.U. et de me faire savoir le camarade responsable avec qui je peux entrer en contact.

Veillez agréer...

R. L.,  
Paris (XIV<sup>e</sup>).

#### Il n'est plus possible d'hésiter

17 février 1962

« Je désire adhérer au P.S.U. et militer. Il y a longtemps que je le désirais, mais une maman solitaire pour élever une famille de cinq enfants n'a guère de temps. Mais il n'est plus possible maintenant d'hésiter : voir le sang des nôtres verser, alors qu'ils manifestent pour une cause juste et logique, car, enfin, si ces messieurs de l'O.A.S. se prennent pour des héros et se comparent à nos résistants 40-45, ils oublient seulement qu'à cette époque, il n'y avait pas de prison d'où l'on s'échappe, mais le poteau sans jugement. Et nous, nous combattons l'ennemi, l'occupant, nous ne tuons pas nos frères !... »

Mme R. L.,  
Paris (IX<sup>e</sup>).

#### J'ai beaucoup réfléchi

Jean-Jacques Mayoux, professeur à la Sorbonne, a écrit à

Edouard Depreux qui lui avait envoyé un mot de sympathie à la suite du plastiquage dont il a été récemment victime :

« Merci, cher camarade, de votre sympathie et de votre confiance. N'ayons pas le moindre doute : ces petits malheurs sont d'un excellent effet. Nous vaincrons.

Cordialement.

« P.-S. — J'ai beaucoup réfléchi ces jours-ci, non point en fonction du plastiquage, mais des « assises » de dimanche. Je ne suis, depuis toujours, totalement d'accord avec aucun groupement politique et je crains par expérience les engagements suivis de sécession. C'est pourquoi, depuis des mois, je me retiens au seuil du P.S.U. J'ai décidé dimanche que, tout de même, il fallait savoir avec qui on était le plus sur le plus de points. D'où ma décision, lentement mûrie, d'adhérer au P.S.U. »

#### Une gêne pour leurs camarades

Enfin, nous croyons utile de reproduire la lettre ci-dessous adressée à notre confrère « L'Express ». Son dernier paragraphe est, en effet, à notre avis, le meilleur appel qu'on puisse adresser à ceux qui, pour des raisons diverses, hésitent encore devant « l'engagement ». Contre le danger fasciste, le combat ne peut être mené par des isolés.

L'attitude inqualifiable du gouvernement et de sa police m'a enfin ouvert les yeux : seuls les hommes de gauche organisés pourront, le jour venu, résister au fascisme. Le gouvernement, dans sa terreur de voir l'armée se retourner contre lui, ne fera rien pour les aider. Quant aux républicains sincères et pleins de bonne volonté qui-auront voulu à tout prix rester « purs » en ne s'engageant pas, ils risquent malheureusement de ne constituer qu'une gêne pour leurs camarades engagés.

J'envoie aujourd'hui même mon adhésion au P.S.U.

J'espère que nombreux seront ceux qui, comme moi, auront compris à cette occasion que c'est en s'engageant dans les organismes républicains existants, quels que soient les défauts que nous leur trouvons, et non en continuant à rêver d'un parti idéal, qu'ils pourront contribuer efficacement à la défense de la démocratie.

M. C. L.,  
Ingénieur (Sceaux).

#### Un geste qui nous fait plaisir

VIALAS, 11 février 1962,

Messieurs,

Je voudrais bien, pour soutenir votre action courageuse, m'engager à un versement mensuel afin d'aider votre Tribune Socialiste.

Mais je suis très négligé. Des à-coups de santé m'handicapent aussi. Je serais capable de ne pas tenir mes promesses de façon régulière.

Je veux tout de même vous prouver que, abonnée à votre journal hebdomadaire et de tout cœur avec vous, j'ai le désir d'aider bien modestement votre lutte. J'ai donc adressé hier au trésorier du P.S.U. un mandat de 5.000 francs.

Bon courage toujours, et sachez que, dans certains villages éloignés d'un département déshérité, on s'intéresse à votre action. Nous souhaiterions qu'il soit possible d'organiser des conférences pour que les régions éloignées des centres soient associées à l'action entreprise dans les villes. La propagande nécessaire est pour ainsi dire inexistante dans nos campagnes et l'action individuelle peu efficace.

Avec mes meilleurs vœux pour la continuation d'une lutte difficile et sa réussite, recevez l'expression de mes sentiments dévoués.

Madame...  
Institutrice honoraire  
Vialas (Lozère).

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
59-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

#### Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

#### Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 an ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF

## A LA R.T.F.

Nous avons reçu la semaine dernière, mais trop tard pour leur insertion dans notre numéro 89 de « T.S. », les deux communiqués suivants :

« Le Syndicat C.G.T.-Force Ouvrière des journalistes de la R.T.F., considérant les consignes et les commentaires imposés aux rédacteurs des journaux parlés et télévisés, rappelle qu'il a toujours lutté pour l'information objective et impartiale et pour le respect de la conscience professionnelle des journalistes, tels qu'ils sont définis par la Charte des journalistes, reprise dans l'article 5 de leur statut :

« Un journaliste digne de ce nom... n'accepte que des missions compatibles avec sa dignité professionnelle... revendique la liberté de publier honnêtement ses informations... ne confond pas son rôle avec celui du policier ».

« En conséquence, le syndicat C.G.T.-Force Ouvrière des Journalistes de la R.T.F. affirme qu'il ne tolérera pas la violation de ce statut et qu'il défendra tout journaliste qui aurait refusé de se plier à un ordre ou à des consignes le plaçant en contradiction avec son statut ».

Ce communiqué vient à point donné, en réaction de l'incident qui a opposé des confrères — dont Jean Rabaut — à un certain Godiveau dont la personnalité rappelle fâcheusement les événements des barricades d'Alger, au lendemain desquelles ce personnage était refoulé d'Algérie et le directeur de la R.T.F. sollicité de le sanctionner. Comment et pourquoi l'affaire n'eut-elle aucune suite, si ce n'est l'affectation dudit Godiveau au cabinet du ministre ? Le ministre d'alors pourrait seul répondre... ou le directeur général, s'il consentait à entrouvrir le dossier personnel de l'intéressé.

Voici le second communiqué reçu :

« La commission exécutive de la section R.T.F. du Syndicat des Journalistes Force Ouvrière, informée qu'une charge de plastique a fait explosion devant la porte d'un immeuble où habitent, entre autres, deux journalistes, dont leur confrère Jean Rabaut, stigmatise une fois de plus les actions criminelles de l'O.A.S. et assure ces journalistes de sa complète solidarité. »

Nous rappelons enfin les attentats récents de l'O.A.S. en Algérie qui ont frappé plusieurs collaborateurs de la R.T.F. : un cameraman de la T.V., un chauffeur musulman qui fut tué et le directeur du poste local, Jean Oudinot, qui, grièvement blessé, a dû être ramené d'urgence en métropole.

C'est pourquoi nous pensons qu'aujourd'hui, le temps n'est plus à la seule solidarité, mais à la lutte contre les O.A.S. de la radio, lesquels n'hésitent pas à distiller leur poison sur les antennes officielles sous le couvert d'une objectivité gouvernementale, comme si ces deux termes ne s'étaient pas révélés, ces derniers temps, ouvertement incompatibles et en contradiction éclatante avec la Charte des journalistes.

Le Comité de Vigilance Antifasciste de la R.T.F., fondé en mai 1958 par Etienne Lalou et Jean Thévenot, et qui groupe tous les éléments républicains, a de lourdes responsabilités à prendre dans la conjoncture actuelle, où une tentative de coup de force est possible, et à un moment où les agents de l'O.A.S. travaillent d'arrache-pied à le préparer. C'est ce qu'a compris parfaitement M. André Gérard, directeur des « Informations » (sic), et qui fut naguère l'adjoint du colonel Lacheroy aux services d'action psychologique du Centre des Hautes Etudes Militaires. M. Gérard a suspendu Jean Rabaut, secrétaire du Comité depuis les journées d'avril 1961, de ses fonctions au « Journal parlé », le surlendemain du jour où il avait été plastiqué et il lui a interdit l'accès du Centre Bourdely, au 118 de l'avenue des Champs-Élysées, qui est son lieu de travail habituel.

Le tout est parfaitement illégal. En vertu du statut des journalistes de la R.T.F., seul le directeur général de la R.T.F. a le pouvoir de prendre une telle mesure. Illégal, mais parfaitement normal...

Ce qui l'est moins, c'est l'attitude de certains staliniens attardés du Comité de Vigilance, qui ont choisi ce moment précis pour contester à Rabaut son mandat, parfaitement régulier, et donné par une commission exécutive dont ils font partie. Rabaut a le tort d'être du P.S.U. et de ne pas s'en cacher. Les encroûtés de l'appareil du 44 ne le lui pardonnent pas.

## APRES LE 8 FEVRIER UN NOUVEAU TEMOIGNAGE

Je me suis rendu à 18 h 30 Faubourg Saint-Antoine. Des groupes de nos camarades du P.S.U. voisinèrent pacifiquement avec les cars de C.R.S. sans que se manifeste de nervosité. Il paraissait aller de soi qu'il s'agirait d'une manifestation paisible évitant tout heurt avec une police compréhensive.

Le signal du départ fut donné à 18 h. 45 en direction de la gare de Lyon. Il se forma un cortège de plusieurs centaines de personnes qui grossissait rapidement et était précédé d'éléments de service d'ordre à prépondérance communiste et P.S.U.; des éclaireurs précédaient également le cortège à environ 200 mètres et bloquaient la circulation dans les rues adjacentes. Cette manifestation se déroula pendant trois quarts d'heure à travers diverses avenues et rues du 12<sup>e</sup> arrondissement. Nous avons été rejoints par deux ou trois cortèges partis du boulevard Beaumarchais et de la gare de Lyon et qui s'agrégèrent à nous en une masse compacte de 5 à 10.000 personnes. Les manifestants scandèrent exclusivement des mots d'ordre anti-O.A.S. ou « Paix en Algérie » à l'exclusion de toute formule d'hostilité envers la police, le gouvernement ou le président de la République. Il ne se produisit aucun incident car nous n'avons pas rencontré de forces de police, mais seulement quelques cars de C.R.S. qui se contentèrent de nous suivre à distance et ne furent d'ailleurs nullement pris à partie par les manifestants.

A 19 h. 30, le cortège atteignit le « Palais de la Femme » et bifurqua rue de Charonne pour déboucher sur le boulevard Voltaire en même temps que d'autres groupes qui venaient de la place Léon-Blum. Les services d'ordre qui précédaient les manifestants fit alors « la chaîne » en bloquant cette immense foule à la hauteur du garage Citroën, soit environ 50 mètres après les bouches du métro Charonne. Devant nous, le boulevard Voltaire était vide de toute circulation.

Un représentant de la C.F.T.C. fut hissé sur les épaules de deux camarades et commença à lire — à la lueur d'un lampadaire — une feuille dactylographiée qui était le manifeste, préparé en commun par les organisations syndicales, et se terminait par un appel à la dislocation. C'est pendant cette lecture que prit position, à 200 mètres de nous, au

milieu du boulevard Voltaire, un détachement d'une trentaine d'agents casqués, la trique à la main, et qui étaient accompagnés par un civil. Cette apparition ne causa ni nervosité, ni débâcle, car nous avons pensé qu'il s'agissait de la mise en place d'un barrage destiné à empêcher une poursuite du cortège vers la place de la Nation. Deux responsables du service d'ordre de la manifestation, dont un Conseiller municipal communiste, s'avancèrent d'ailleurs à leur rencontre pour les informer que nous allions assurer nous-mêmes la dispersion de ce rassemblement.

C'est alors que le drame éclata : au lieu de s'arrêter, le détachement précurseur des agents casqués se précipita sur la foule en frappant au hasard, avec leurs matraques, hommes, femmes ou jeunes gens avec la même violence. En même temps, 200 policiers casqués, munis de matraques, débouchèrent d'une rue adjacente. Ils étaient accompagnés par une ambulance et précédés par un car de police qui fonça dans la foule. Ce fut un vrai spectacle de carnage comme si des bêtes sauvages avaient été lâchées dans cette foule inoffensive. Le boulevard Voltaire se dégageait progressivement ; il était parsemé de corps étendus, de taches de sang, de sacs à main et de souliers de femmes. Mais une partie de la foule reflua dans les bouches de métro pour échapper à ses tortionnaires et ce furent alors les effroyables scènes qui ont été relatées par d'autres témoins.

A partir de ce moment, un grand nombre de manifestants — et en particulier des jeunes — contre-attaquèrent violemment les assommeurs avec tout ce qui leur tomba sous la main, ce qui est le réflexe normal de tout homme maltraité sans raison. Mais, j'atteste solennellement qu'avant l'attaque policière il n'y eut — au métro Charonne — de la part des manifestants, aucune démonstration d'hostilité, même par cris, à l'encontre des détachements policiers qui s'avançaient à leur rencontre.

Jean-Paul CARRIER,

F.F.L. (15 septembre 1940)

Croix de guerre

Médaille de la Résistance

Rescapé du procès du Musée de l'Homme (1942)

## Mouvements de jeunesse et événements politiques

LES mouvements de jeunes regroupés au sein du G.E.R.O.J.E.P. ont, à plusieurs reprises, dénoncé les mesures du gouvernement risquant d'atteindre leur indépendance. Ils n'en ont pas pour autant rejoint les mouvements politiques de jeunes ou les syndicats, marquant que leur action d'éducation populaire se distinguait de l'action politique, de l'action syndicale. On en soulignera d'autant plus le résultat auquel MM. Frey et Papon, responsables gouvernementaux de la répression gaulliste du 8 février, sont parvenus. En effet, pour la première fois, vingt-six organisations de jeunesse se sentant directement concernées « par le péril que constituent à la fois la montée du fascisme renaissant, manifestée par les activités de l'O.A.S. et les brutalités policières couvertes par le pouvoir » ont appelé tous leurs adhérents en âge de le faire « à répondre aux mots d'ordre des organisations syndicales ». Cet appel qui concernait les débrayages décidés pour le 12 février était signé, outre l'U.N.E.F., par J.S.U., les J.C., les E.S.U., les E.C., par le Centre de Coopération Culturelle et Sociale, les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, la Fédération des Francs et Franches Camarades, la Jeunesse au Plein Air, Peuple et Culture, Travail et Culture.

### Une lettre

Une autre circonstance avait déjà suscité de très vives réactions des mouvements. A Marly-le-Roi, en novembre dernier, fut invité un représentant d'un comité de liaison d'organisations plus ou moins fantômes, d'extrême-droite. L'apprenant, une partie des représentants de mouvements présents quitta la salle, l'autre protesta également. Une lettre fut alors adressée à M. Herzog, signée par 44 mouvements. En voici des extraits.

Après avoir regretté la présence de M. Vignon (Comité National d'études et de liaison des associations de jeunesse) le texte déclare :

« Si nous partageons entièrement

voire volonté de libéralisme et d'ouverture générale, nous pensons aussi que ce libéralisme doit trouver ses limites naturelles dans la reconnaissance d'un minimum commun de principes démocratiques qui sont, eux aussi, continuellement violés dans la publication du C.N.E.L.A.J... », « ...il nous apparaît difficilement admissible qu'au moment où les plus hautes instances de l'Etat décident d'intensifier l'action contre les menées subversives, nous soyons appelés à siéger pour la première fois à côté de représentants du C.N.E.L.A.J., organisme dont certains membres se font les complices, du moins moraux, de telles menées. »

### Un soutien moral ?

Dans le numéro qui rendait compte du deuxième colloque de Marly-le-Roi, le bulletin du C.N.E.L.A.J. (n° 32.15/12) qui passait sous silence les incidents décrits (sinon cette allusion : « le manque de temps obligea malheureusement les organisateurs de cette rencontre à ne consacrer que quelques minutes à la « politique de jeunesse et d'éducation populaire hors de France » et un hommage aux collaborateurs de Herzog, MM. Philip, Lanier, Bonnet, Bricet, Clément) insérait un curieux appel. En faveur d'un Secours Populaire par l'entraide et la Solidarité, un communiqué réclamait des fonds pour une « œuvre (qui) vient en aide aux centaines de familles privées de toutes ressources, soit parce que le chef de famille est incarcéré, soit parce qu'il a été suspendu ou révoqué sans jugement, soit parce qu'il est présumé suspect » il est interné arbitrairement. Un nombre considérable de fonctionnaires, précise l'appel, parlementaires, officiers, industriels, ouvriers, syndicalistes ont adhéré au S.P.E.S. ». Suit l'adresse du professeur La Hargue, 42, rue de Tocqueville, Paris (17<sup>e</sup>).

Sans doute s'agit-il de la complicité « morale » en faveur de l'O.A.S. dont parlait les mouvements présents à Marly.

Jacques COPP

## UNITÉ D'ACTION ET DÉSTALINISATION

« L'UNITÉ d'action de toutes les forces antifascistes est un impératif que commandent chaque jour davantage les activités criminelles de l'O.A.S., le développement et les nécessités de la lutte que la France républicaine mène contre elles... » écrivait François Billoux dans « France Nouvelle » (n° 852-14 du 20-2). Et François Billoux faisait apparaître justement la contradiction entre le comportement de Guy Mollet et ses déclarations.

L'unité d'action apparaît évidemment le problème décisif de cette période cruciale. On peut toutefois s'inquiéter de certaines contradictions qui menacent sa possibilité et celles-ci ne concernent pas la S.F.I.O. (nous les avons toujours dénoncées dans « Tribune Socialiste »), mais le P.C.F., dont certains actes infirment les déclarations.

Dans « Le Monde » du 16/2, un article rend compte de bagarres ayant mis aux prises, à Saint-Ouen, militants syndicalistes révolutionnaires (de tendance trotskyste) et vendeurs de « L'Humanité ». Devant les portes de la S.A.V.I.E.M., les derniers accusèrent les premiers d'être... « fascistes ». Ils distribuèrent leur bulletin « La Voie Ouvrière » dans laquelle, notamment, ils écrivaient : « La lutte contre l'O.A.S. ne peut se mener qu'indépendamment de tout recours à l'appareil d'Etat bourgeois »...

Ceci, venant après l'accusation lancée contre un autre militant trotskyste de Lavalette (cette fois, un diviseur « pour le plus grand profit de la réaction »), les menaces adressées chez Renault à d'autres militants de « La Voie Ouvrière » (qui « rejoignent par là quant au fond la propagande fasciste qui s'attaque aux organisations ouvrières », « ...nous ne laisserons pas le paravent ouvrier de l'O.A.S. distribuer leur prose chez Renault »), ou des tracts calomniant des militants P.S.U. (au moment de la manifestation contre la guerre d'Algérie lancée, après d'autres, par le Mouvement de la Paix) — ne nous semble pas le chemin vers l'unité affichée par le P.C.F.

Une fois de plus, une question demeure, laquelle réapparaît après tant d'autres circonstances comparables : l'unité doit-elle être l'alignement sur les positions d'un parti si important soit-il, ou doit-elle naître d'une libre discussion abordant clairement les conditions minima d'une plate-forme d'action commune ? La calomnie, tout à fait digne de la grande période stalinienne, sonne fâcheusement à nos oreilles. Seront-ce seulement les camps de concentration de l'O.A.S. qui nous obligeront à surmonter les exclusives, d'où qu'elles viennent ?

E. C.

## “GRANDEUR” ET... CHIFFRES

En 1955, sous l'ancien « système », le budget allouait au Président de la République 80 millions d'anciens francs par an.

La V<sup>e</sup> voit plus grand, et d'année en année :

— En 1960, l'indemnité globale allouée au Président de la République a été de 184.300.000 anciens francs ;

— En 1961 : 200.300.000 anciens francs...

Quant au Premier ministre, tout diminué que soient ses pouvoirs par rapport à ceux d'un président du Conseil de la IV<sup>e</sup> ou de la III<sup>e</sup>, il ne cesse, lui aussi, de voir s'élever le budget de Matignon :

— En 1960 : 56.898.000 anciens francs ;

— En 1961 : 82.603.200 anciens francs...

## POUR DJAMILA BOUPACHA

A la suite de l'assemblée générale du 31 janvier 1962, ayant procédé à l'élection des membres de son bureau, le Comité « Pour Djamilia Boupacha » sera déclaré officiellement en association, à la fin du mois de février.

Le Comité fait savoir que le livre de Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi, « Djamilia Boupacha », qui relate les phases successives du procès, est à la disposition des organisations désireuses de le diffuser parmi les adhérents.

Elles pourront le retirer chez Hachette qui leur accordera la ristourne de 30 p. 100 faite aux libraires et acceptera de le confier en dépôt.

Pour le Comité :

# POUR ELARGIR L'ACTION : organiser l'autodéfense et la riposte

par Jean POPEREN

**E**N déclarant que la manifestation du 13 février était un « signe éclatant du réveil des énergies populaires », le Bureau National du Parti prenait acte d'un phénomène dont le mûrissement s'était accéléré au cours de ces derniers mois. Des masses importantes, jusque-là sur la réserve, se sont engagées dans les batailles du début de février.

## Initiatives du Parti et progrès des actions unies

En fait, depuis le début de l'automne, les actions populaires n'ont cessé de s'élargir. L'horreur et le scandale de la répression du 8 février n'auraient pas suffi à provoquer la grève générale et les démonstrations de masse si un climat nouveau ne s'était créé, fruit tout à la fois de la dégradation rapide du prestige du système gaulliste et du réamorçage de l'action. On mesure combien le P.S.U. a pris une décision importante lorsqu'il a inauguré, le 1<sup>er</sup> novembre, le cycle des manifestations de rues. Nous ne pouvions nous laisser enlisser dans la querelle de succession qui agitait — prématurément — certains états-majors. Nous devions nous placer sur le terrain de l'action par une initiative de faible ampleur numérique mais qui devait se révéler de grandes conséquences politiques. Initiative propre du parti, condition de l'aboutissement de nos efforts pour l'organisation du front commun, c'est une leçon toujours valable. Nous devons user de notre position charnière, mais par le stimulant de l'action, non en nous limitant à des missions diplomatiques de bonne volonté. Nous seuls pouvons le faire, pouvions le faire le 1<sup>er</sup> novembre, car toute démarche entreprise par d'autres unilatéralement — je veux dire par les communistes — retarde, au lieu de le faciliter, le développement du front commun.

La confiance que nos initiatives ont inspirée se reflète dans la consolidation de nos liens, en de nombreux départements, avec les organisations syndicales. Notre conception du front syndical, pierre angulaire du rassemblement démocratique, a progressé. Le 19 décembre tout comme le 13 février, dans la plupart des cas, ce sont les cartels syndicaux qui ont assuré l'essentiel de la préparation de l'action.

L'abstention de telle centrale le 19 décembre, les hésitations de telle autre aujourd'hui encore, n'apparaissent que comme des péripéties retardataires dans une progression continue. Bien entendu, ce qui est acquis ne l'est jamais une fois pour toutes. Dans chacune des centrales, des pesanteurs contraires à la consolidation du front commun pourrissent momentanément prépondérantes à l'occasion de tel ou tel événement, mais ce qui compte et qui n'est pas contestable, c'est le sens général de l'évolution actuelle.

Cette épreuve, victorieusement supportée par notre politique, a été très dommageable aux intrigants de la néo-Troisième Force. Les temps de crise ne sont pas confortables pour les savants équilibristes politiques. Il est bien difficile d'être à la fois à l'Alma et à la République. Guy Mollet n'était donc pas à la République. Après avoir boudé pendant trois mois les manifestations, publiquement désavoué par les militants et les élus S.F.I.O. de Paris le 19 décembre, Guy Mollet a tenté l'opération de détournement du 12 février. En fait, à Paris comme dans la plupart des villes, le 12 février n'a été possible que par la présence, aux côtés des militants S.F.I.O., des militants et sympathisants du P.S.U. et du P.C.F. Mais que reste-t-il de cette manœuvre après le déferlement du 13 dont la direction molletiste s'était

délibérément exclue ? Ces tentatives de nous isoler, nous P.S.U., et de ruiner notre crédit public en nous désignant comme satellites du P.C.F. se sont effondrées. C'est aujourd'hui la direction de la S.F.I.O. qui est isolée et il ne lui suffira pas, pour se mettre au courant, que « Le Populaire » enfile la voix contre le régime du 13 mai, encore moins de reprendre l'écheveau des tractations obscures avec toute l'arrière-garde de la IV<sup>e</sup> République. Il faudra dire clairement son choix dans l'avenir. Nous n'en sommes pas là encore, mais il dépend beaucoup de nous que les ambiguïtés sautent très vite et que la crise du choix mûrisse du côté de la S.F.I.O.

## Front commun et Comités de base antifascistes

La condition essentielle, c'est que notre conception du front commun acquière une prépondérance incontestée. Il faut que les diverses organisations continuent de décider de l'action, de conduire l'action sur une base de réelle égalité sans aucune prétention de quiconque — affirmée ou non — à jouer un « rôle de dirigeant ». Si la moindre tentative de monopoliser le front commun devait s'affirmer, tous nos efforts seraient ruinés. Une nouvelle fois, un point d'appui serait offert à l'opération de division, d'exclusion des communistes. La tendance se renverserait au sein des organisations syndicales. Nous avons de meilleurs atouts qu'il y a quatre mois. Tous ceux que nous gênons ont de plus pressantes raisons de multiplier leurs tentatives.

Il faut donc être très clair et très ferme : toutes les informations que nous recevons confirment que le parti communiste tente une véritable prise en main du mouvement par le moyen des « Comités de base antifascistes ». Sommes-nous donc contre les Comités de base ? Nous sommes pour les Comités réellement unitaires. A quelles conditions le sont-ils ? Il faut la présence à leur tête de représentants qualifiés des divers courants politiques antifascistes et des organisations syndicales. C'est généralement possible au niveau départemental (où existent déjà de nombreux cartels ou des comités de liaison) et même au niveau de la localité et cela peut l'être dans une entreprise. Des Comités représentatifs ont pu aussi se constituer chez les étudiants parisiens. Mais au niveau de l'atelier ou du quartier, il s'agit bien souvent d'un véritable trompe-l'œil : le Comité n'est alors, en bien des cas, qu'un élargissement (modeste) de la cellule communiste à laquelle on adjoint après coup — car nous ne sommes en général informés qu'après le lancement du Comité — des camarades P.S.U. Quelle confiance de tels Comités peuvent-ils inspirer à la masse de ceux qui ne sont ni communistes ni P.S.U., et qu'il s'agit justement de gagner à l'action ? Quelles actions peuvent-ils organiser que ne feraient pas la cellule communiste ou la section P.S.U. ? Ne serait-il pas plus simple que les représentants de la cellule communiste et ceux de la section ou du groupe P.S.U. se rencontrent chaque fois qu'il en est besoin pour coordonner leur action ? En tout cas, la position de nos camarades ne peut plus supporter d'ambiguïté : il faut rompre avec la pratique des comités-bidon qui ont contribué depuis des années à hypothéquer tous efforts pour l'unité réelle. Nous devons travailler à la constitution de Cartels d'action ou de Comités de liaison départementaux, de localités, d'entreprises, structurés de telle façon que la représentation des divers courants soit incontestable. Si dans une telle entreprise existe un tel Comité, il lui appartiendra de veiller à l'organisation de l'action atelier par atelier, bureau par bureau,

en s'aidant au besoin de correspondants dans chacun d'entre eux. La multiplication de « Comités de base » n'ajouterait rien à l'efficacité, sinon la lourdeur d'une façade démocratique. Il en va de même dans les quartiers par rapport au Comité d'action antifasciste de la localité ou au Cartel départemental. Dans les « comités bidon », nous n'avons rien à faire qu'à perdre notre temps et à compromettre notre politique.

## Le prix de la paix

Quant à notre contribution propre à l'effort général de rassemblement et d'action antifasciste, elle doit s'exprimer par le soutien du parti à la mise sur pied des Groupes d'Action et de Résistance. Après la recrudescence des attentats O.A.S. à la fin de la semaine dernière, le recours à des formes d'attentats plus directement meurtrières (voitures piégées), les provocations internationales auxquelles se livrent les factieux aux frontières algéro-marocaines, nul ne peut douter que nous allons, de toute façon vers une intensification de l'offensive du terrorisme fasciste. L'évolution des pourparlers franco-algériens ne peut guère modifier cette donnée dans l'immédiat. Si les pourparlers aboutissent décidément à un accord officiel, les factieux sont acculés à un effort désespéré pour créer un climat de guerre civile et rendre difficile l'application de l'accord. Si l'accord n'est pas immédiatement entériné, les factieux tenteront d'aggraver la situation pour pousser le pouvoir gaulliste à faire rebondir la guerre. « La fuite en avant » est la seule voie possible pour l'O.A.S.

Face à cette offensive systématique, il n'est même plus possible d'écrire que l'attitude du pouvoir est équivoque. L'inefficacité totale des « mesures » précédemment édictées, le caractère dérisoire du train des mesures annoncées la semaine dernière, les poursuites contre les journalistes antifascistes de la R.T.F., la mise en liberté, faute de « preuves », de blousons dorés de l'Ecole Violet, la protection accordée par la police aux groupuscules de provocateurs fascistes de la Faculté de Droit et de plusieurs lycées parisiens sont dans la même ligne que le massacre du 8 février. Il n'est plus possible de laisser planer le doute sur les responsabilités du pouvoir le 8 février : la répression du 8 février n'a pas été un « accident ». Peut-être certaines unités, exceptionnellement zélées, de la police parisienne en ont-elles « rajouté ». Mais faut-il espérer autre chose d'un corps formé depuis des années dans la haine des travailleurs et de la démocratie, dressé à matraquer tout ce qui manifeste et revendique, sauf quand il s'agit des chevillards poujadistes investissant la Villette ou des fils de famille manifestant aux Champs-Élysées. Aussi notre mot d'ordre d'une épuration profonde des unités de la police parisienne et de ses cadres surtout, gagnés par le réseau Dides, est-il parfaitement juste, ainsi que notre exigence du départ de Papon et de Frey.

Mais il faut se persuader que de telles mesures seraient en contradiction totale avec l'orientation gaulliste et obstinément suivie par lui, ces dernières semaines surtout. De Gaulle veut que la paix soit sienne — sans équivoque. Il veut faire sauter à tout prix l'hypothèque populaire sur la « paix gaulliste ». Et surtout, il doit payer à l'armée et aux forces du parti de l'ordre le prix de leurs sacrifices en Algérie. Il ne peut leur faire « avaler » le lâchage de l'Algérie qu'en se purifiant de toute complicité, même implicite, avec les forces populaires. La préoccupation majeure de de Gaulle, dans les semaines à venir, c'est de retrouver l'appui des éléments qui l'avaient porté au pouvoir et dont la péripétie algérienne l'avait coupé. A aucun prix, il ne veut se laisser déporter à gauche par la paix en Algérie. Au contraire. Et ses réac-

tions seront d'autant plus violentes et fébriles que les signes d'une remontée du mouvement des masses se multiplient. Il nous faut agir en ayant pleine conscience que de Gaulle se comporte comme si, pour lui, le danger principal n'était plus, dès maintenant, du côté de Salan et de ses bandes.

Nous savons depuis les 8 et 12 février à qui était destinée, blindés à l'appui, l'énorme concentration policière sur Paris.

Le seul danger, pour le pouvoir, des « excès » de sa police, c'est d'éveiller trop vite la compréhension populaire, d'affaiblir le mythe du pouvoir « arbitre », de compromettre par là les « bonnes élections ». Mais il n'a aucun intérêt, actuellement, à détruire l'épouvantail O.A.S. Il est maintenant avéré qu'il ne veut pas le détruire.

## Les Groupes d'Action et de Résistance

C'est à partir de ces données que nous devons désormais organiser l'autodéfense et la riposte. Ce n'est pas une formule d'écrire que le peuple doit ici prendre en main ses affaires. Et justement l'acuité et l'élargissement du péril ont fait se lever des énergies nouvelles. Les événements viennent de montrer de quelles réserves nous disposons désormais. L'afflux des adhésions au P.S.U. confirme que beaucoup d'hommes et de femmes — des jeunes surtout — veulent agir. Nous avons donc davantage de ressources pour assurer la tâche de protection : protection des locaux des organisations, de domiciles de militants, de réunions, de manifestations. Nous pouvons étendre le réseau de nos informations sur les inspireurs de l'O.A.S. et sur ses hommes de main. Peut-être alors parviendra-t-on à en prendre quelques-uns, si l'on peut dire, la main dans le sac. Nous devons intensifier les liaisons avec les soldats du contingent de plus en plus dressés contre les bandes terroristes responsables de la prolongation de la guerre.

Détournant l'arme de la terreur psychologique, il faut rendre la vie impossible, dans l'entreprise ou la localité, à tel agitateur notoire de l'O.A.S., à l'exemple de l'action menée par les lycéens de Saint-Brieuc. Pour « porter », l'action doit cesser d'être « généralisée » et défensive et devenir offensive et « individualisée ». On ne peut se contenter de manifester après coup devant le domicile des plastiqués.

Le premier stade de cette bataille psychologique et politique doit être de donner le maximum de publicité à la constitution de Groupes d'Action et de Résistance, recrutés en même temps que parmi nos camarades, parmi les militants des syndicats et des mouvements de jeunes. Il ne s'agit pas là d'une entreprise de caractère clandestin. Il faut au contraire montrer la disponibilité des forces démocratiques et leur volonté de riposte. Il faut des méthodes exceptionnelles pour défendre la vie légale de la nation désagrégée par la démission des pouvoirs officiels.

C'est sur ce terrain d'une riposte réelle, de masse, mais organisée, que doit, dans l'immédiat, se consolider le front commun. Les noyaux dirigeants des Groupes d'Action et de Résistance conduiront bien entendu leur action en coordination avec les groupes d'autodéfense d'autres organisations démocratiques. En s'appuyant sur ces mûres de résistance que seront les Groupes d'Action et de Résistance, le mouvement populaire pourra briser le terrorisme fasciste, déjouer l'attentisme calculé du pouvoir et ses provocations, accélérer le processus de la négociation, préserver l'application éventuelle des accords et les chances d'une démocratie nouvelle.

Jean Poperen.

# I. - QUE SERA LA POLITIQUE AGRICOLE

Cinq semaines se sont écoulées depuis la signature des accords de Bruxelles. Rien n'a paru bouger dans l'agriculture française, et pourtant son destin dépend en grande partie de ces accords et de ceux qui suivront. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture vivait sous le régime protectionniste de Méline. Cette période est aujourd'hui révolue. Pour les uns, tous les problèmes vont disparaître magiquement par l'intégration européenne ; pour les autres, le Marché commun annonce la ruine et le chômage pour des centaines de milliers de paysans français.

En dehors de toute passion d'école, nous avons tenté de faire le point. Le Marché commun contribuera-t-il à « relancer » notre agriculture sur des bases solides ou, au contraire, précipitera-t-il la crise qui couve depuis quelques années ? Ce

n'est pas une réponse tranchée que nous avons cherché à apporter à cette question ; nous avons seulement essayé de poser le problème à la fois en termes économiques et politiques. C'est pourquoi l'analyse l'emporte largement sur la polémique.

Que l'on sache du moins, dès l'abord, que malgré l'aridité de certains développements techniques, il s'agit de la survie de 4 millions de travailleurs ; nous pensons que cela vaut la peine que les militants ouvriers et paysans s'intéressent à cette question. En définitive, il s'agit de savoir si, au cours de cette période, que tout annonce comme difficile, la prise de conscience socialiste et révolutionnaire progressera dans les campagnes. C'est pourquoi l'entrée de l'agriculture dans

le Marché commun concerne très concrètement chacun d'entre nous.

Le premier article donnera une vue succincte de l'agriculture européenne et des objectifs de la politique commune que les six pays de la « Petite Europe » élaborent actuellement.

Nous verrons la semaine prochaine les modalités de la réalisation de cette politique et les difficultés que présente la « période transitoire ».

Ces articles, volontairement, ne traitent pas des problèmes que posera l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne et des six autres membres de la « petite zone de libre-échange » ; il est trop tôt, en effet, pour examiner cette importante question dont nous rendrons compte au fur et à mesure des discussions.

Le Traité de Rome, signé le 25 mars 1957, qui institue la Communauté économique européenne (C.E.E.) dite « Marché commun », prévoit d'étendre les dispositions applicables au secteur industriel à l'agriculture et au commerce des produits agricoles, sous réserve des dispositions des articles 39 à 46.

Par conséquent, la libre circulation des biens agricoles et de la population agricole sera progressivement instaurée à travers tout le territoire unifié. Cependant, il n'est pas apparu possible à ses promoteurs de s'en remettre, en ce domaine, uniquement au jeu des mécanismes libéraux ; aussi, pour tenir compte des conditions spéciales de l'économie rurale et de sa grande importance sociale, les Etats signataires du traité ont-ils convenus de définir une politique agricole commune visant à accroître la productivité de l'agriculture, à stabiliser et à assurer un meilleur niveau de vie aux agriculteurs.

La définition et l'élaboration de cette politique demeurent évidemment conditionnées par la réalisation effective du Marché commun dans les autres secteurs de l'économie européenne.

## Plus de frontières

La libre circulation des biens nécessite l'abaissement progressif des

droits de douane jusqu'à leur totale disparition entre les six partenaires de l'Europe. Compte tenu de la disharmonie des structures agraires et de la disparité du niveau des prix nationaux, l'abaissement des barrières douanières à l'intérieur de la C.E.E. ne pourra se faire qu'au long d'une période de transition, qui doit s'achever le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Ce qui veut dire qu'à cette date tous les droits de douane auront été supprimés à l'intérieur du Marché commun : n'importe quel producteur pourra donc vendre ses produits à n'importe quel acheteur du territoire intégré, à l'image de ce qui se passe actuellement à l'échelon national ; un melon de Cavaillon pourra alors être vendu sans plus de difficulté à Bonn, à Naples, à Rotterdam qu'à Dunkerque ou à Bayonne. La mise en œuvre d'un désarmement douanier de cette importance du jour au lendemain aurait conduit à la ruine de nombreux producteurs, on espère que son étalement dans le temps permettra d'harmoniser et de rapprocher les conditions de production et les prix ; cependant, en vue d'éviter toute crise grave, chaque gouvernement conserve le droit, après accord de la Commission économique européenne, de fixer des prix minima, au-dessous desquels les importations de produits étrangers pourraient être interrompues. Nous reviendrons plus loin sur cette importante atteinte aux libertés chères aux économistes classiques.

## Pourquoi une politique commune ?

Mais le manque de confiance dans l'automatisme et l'équité des mécanismes libéraux — justifié — (les socialistes sont les premiers à le reconnaître) va beaucoup plus loin. En effet, plus que pour le secteur industriel, les experts ont compris que l'agriculture devait être protégée par des mécanismes dirigistes, qu'il s'agissait d'élaborer une véritable politique agricole commune. Tant pour des impératifs économiques que pour sauvegarder une structure sociale, source d'équilibre (et dans l'esprit de certains, rempart contre les idéologies de gauche), chacun des partenaires du Marché commun entend défendre sa propre agriculture, dont l'organisation nationale doit être considérée comme une donnée de base. C'est la source de la défiance contre le « laisser faire » en agriculture ; depuis longtemps déjà l'organisation de la production et de la détermination des prix agricoles n'a plus grand-chose à voir avec les pseudo-lois libérales. Quel gouvernement laisserait aujourd'hui s'effondrer les prix agricoles sous prétexte que, plus tard, le mécanisme des prix déterminés par le jeu de la loi de l'offre et de la demande permettrait d'atteindre un nouvel équilibre, même si plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs ont été ruinés entre temps ?

C'est donc dans une optique résolument dirigiste, du moins pour un certain nombre de produits, que la Conférence de Stresa, qui s'est tenue en juillet 1958, en application de l'article 39 du Traité de Rome, a décidé d'élaborer en commun une politique agricole de la C.E.E. susceptible de pallier les graves conséquences que ne manquera pas d'exercer la suppression des barrières douanières à l'intérieur de l'Europe des Six.

C'est dans ce cadre qu'ont été définis les principes de la future politique commune, qui s'articule autour des thèmes suivants :

- Action sur les structures et définition d'une politique sociale, en vue d'encourager les formes d'exploitation rentables et garantir aux producteurs des conditions de vie satisfaisantes.

- Politique commune du marché, basée sur la fixation de prix « européens » à un niveau tel qu'ils assurent la stabilité du marché et l'ajustement entre l'offre et la demande ;

- Politique commerciale commune, permettant d'établir de meilleures relations avec les Pays Tiers.

## Améliorer le niveau de vie des agriculteurs

Le but de cette action est de défendre et d'améliorer le niveau de vie des cultivateurs européens, en

## Le Marché commun est-il une politique agricole ?

parvenant à long terme à une parité de niveau de vie avec les autres secteurs productifs. L'harmonisation des réformes de la structure agraire, entreprises un peu partout en Europe,



(A.D.P.)

## Les Institutions du

Dans l'ordre, et d'après le traité, il faut distinguer (1) :

1° UNE ASSEMBLEE de 142 représentants des Parlements nationaux, dont 36 pour la France (24 députés, 12 sénateurs).

Cette assemblée a pouvoir de délibération et de contrôle suivant les termes du traité. Elle est commune à la Communauté, à l'Euratom et à la C.E.C.A.

2° UN CONSEIL, qui est en fait un conseil des Ministres puisque chaque Etat est représenté par un membre de son gouvernement.

Le Conseil assure la coordination des politiques économiques des Etats et dispose d'un pouvoir de décision.

3° UNE COMMISSION qui est, à no-

tre sens, l'organisme le plus important. Composée de 9 membres, dont 2 Français, MM. Marjolin et Rochereau, qui, une fois nommés, deviennent de véritables citoyens de la Communauté et doivent exercer leurs fonctions en pleine indépendance, notamment vis-à-vis des six pays. Ils sont nommés pour quatre ans.

Le président — M. Hallstein (All.) — et ses deux vice-présidents — MM. Marjolin et Mansholt — sont nommés par le Conseil. M. Mansholt (Holl.) est lui-même responsable des questions agricoles.

Le rôle de la Commission est de veiller au respect du traité, de formuler des recommandations pour son appli-

# COLE COMMUNE ?

ur J. C. BARIGEL

est l'un des objectifs de cette action : conservation des sols, remembrement, vulgarisation des techniques, meilleur enseignement professionnel... Il s'agit aussi d'entreprendre et de coordonner des réformes foncières qui permettent de créer des exploitations familiales rentables. Ce point a fait l'objet de nombreuses discussions tant pour sa définition que pour sa réalisation, car la notion d'exploitation familiale est difficile à « creuser » ; mais les experts pensent, sans pour autant condamner l'exploitation du type industriel, que l'exploitation familiale demeure encore viable et est un facteur essentiel pour lutter contre l'exode rural massif, tout en concentrant davantage la production.

lien, etc.). Il faudra donc engager la lutte pour que l'aménagement régional entre dans les faits. Tout cela réclame de gros capitaux que ne possèdent pas toujours les intéressés ni les gouvernements, d'où la décision de créer à cet effet un « Fonds européen d'amélioration de la structure agricole », qui aura pour mission de réduire les taux d'intérêt pratiqués et de prolonger la durée des prêts consentis par la « Banque européenne d'investissements » (une autre création du Marché commun) ou les établissements de crédit nationaux.

## Vers un prix « européen »

A l'heure actuelle, la plus grande diversité existe dans le niveau des prix. Il est difficile de parler de niveau général des prix ; en réalité, c'est produit par produit qu'il faudrait examiner cette question. Faute de place, tirons simplement la conclusion : aucun des participants n'est irrémédiablement placé dans une situation désespérée. Si le blé français est le moins cher d'Europe, les Pays-Bas l'emportent nettement pour le prix des œufs, la Belgique pour le porc, les Italiens pour les fruits et pour certains légumes. Cependant, l'Allemagne paraît en général assez mal placée alors que presque tous les produits français sont les moins chers de l'Europe des Six.

C'est dire que la définition d'un prix européen par produit au 1<sup>er</sup> janvier 1970 pose de délicats problèmes économiques et surtout politiques, car il y va de l'avenir de certaines agricultures nationales (l'allemande, par exemple). Jusqu'à présent on n'a guère progressé dans l'élaboration de cette politique des prix.

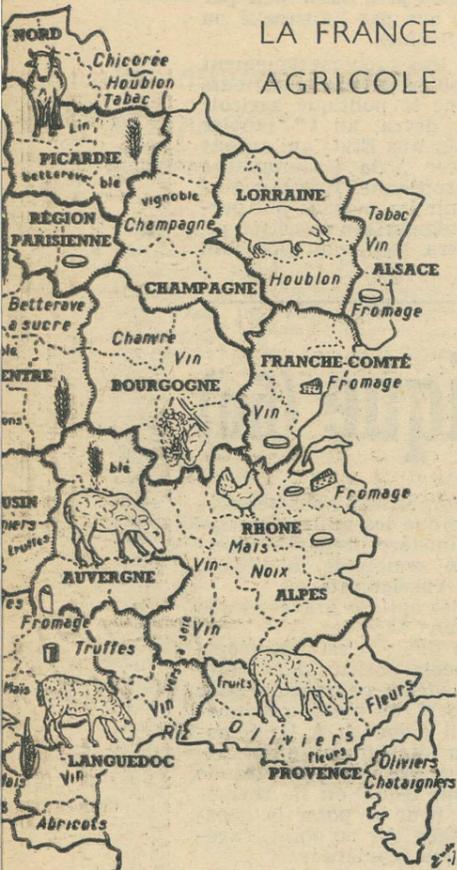
Le seul point acquis, c'est qu'il existe deux mécanismes pour déterminer le futur prix commun :

— La moyenne arithmétique des prix des six pays à une date donnée. Le prix moyen qui en résulte, s'il avantage les Français dont les prix sont généralement les plus bas, oblige à baisser les prix allemands par exemple. On comprend aisément que le gouvernement de la République fédérale ne manifeste aucun enthousiasme pour cette solution, que les agriculteurs allemands refusent naturellement.

— L'alignement sur le prix maximum. Cette seconde solution a l'avantage de ne pas sacrifier le niveau de vie des agriculteurs les plus mal placés ; elle bénéficie en particulier aux cultivateurs français qui verraient à peu près tous leurs prix en hausse. Mais, outre que cette méthode conduit inévitablement à accroître la surproduction, il faut garder présent à l'esprit que l'Europe n'est pas économiquement isolée du reste du monde et qu'elle doit tenir compte des cours mondiaux qui sont très bas. Donc la fixation du prix commun sur la base des prix maxima place l'agriculture européenne dans une position concurrentielle de plus en plus défavorable vis-à-vis des pays tiers.

L'option est particulièrement délicate à prendre. La première solution nécessiterait une intégration politique très avancée, car aucune nation n'acceptera de baisser ses prix garantis, ce qui conduirait inévitablement à une violente agitation agricole. Il est donc beaucoup plus probable qu'on choisira la seconde méthode, quitte à atténuer ses effets en prenant une année de préférence assez éloignée de 1970 (1962 par exemple). Certains même souhaiteraient que soit institué pour certains produits un système de *quanta* européens.

(Suite page 8.)



(A.D.P.)

Par ailleurs, la politique sur les structures devrait avoir pour conséquence d'améliorer la productivité agricole qui est encore souvent faible, de faire baisser les prix de revient et donc de rendre les prix européens plus compétitifs sur le marché international.

## é Commun chance pour e française ?

Il est bien évident toutefois que cette politique doit être régionalisée au maximum afin d'éviter la mort de régions entières (le Massif Central et le Sud-Ouest français, le Midi ita-

## Marché Commun

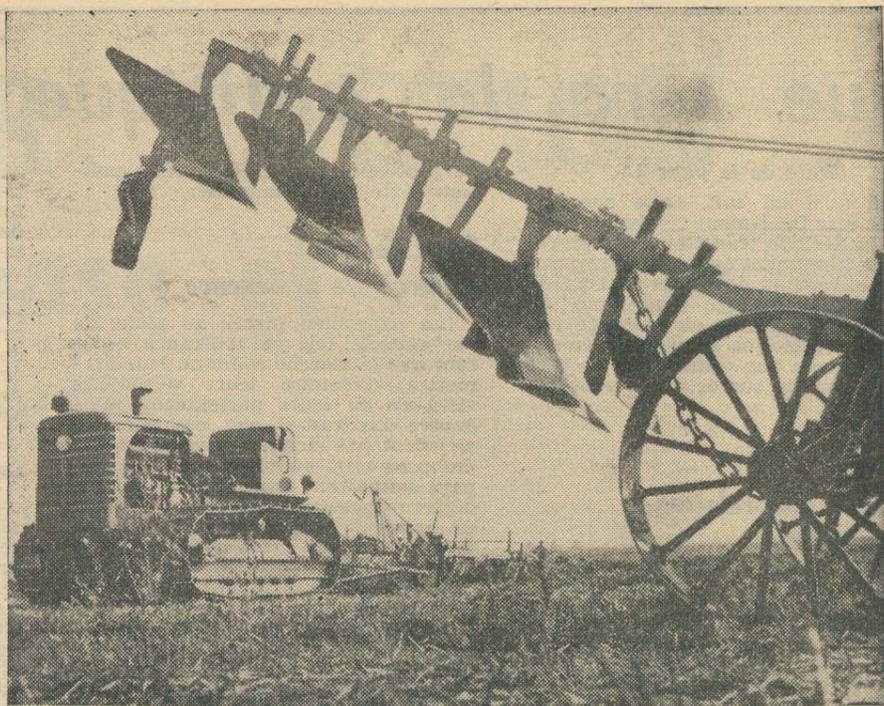
cation et prendre aussi des décisions, et ceci à la majorité, alors que les ministres délibèrent dans certaines conditions à la majorité qualifiée : France, Allemagne, Italie : 4 voix chacune ; Belgique, Pays-Bas, 2 voix ; Luxembourg, 1 voix. En règle générale, les délibérations sont acquiescées si elles ont recueilli au moins 12 voix sur 17.

On ne soulignera jamais assez que la Commission est un organe permanent, que ses propositions, lorsqu'elles sont prévues par le traité, ne peuvent être adoptées que sans amendement par le Conseil, sauf si celui-ci réalise l'unanimité, que seule l'assemblée, par un vote de censure majoritaire des 2/3, peut entraîner la démission collective

des membres de la Commission.

4° LA COUR DE JUSTICE, composée de 7 juges, assure le respect du droit résultant du traité. Ce traité est finalement une super-loi nationale pour les six pays et nous assistons, depuis la naissance de la C.E.C.A., à la mise en place d'une véritable super-législation. (C'est ainsi qu'une convention annexe au traité porte modification d'un article du traité de la C.E.C.A. concernant l'assemblée.)

(1) Une description plus complète des institutions et des mécanismes juridiques est donnée par le livre « Le Marché commun - Chômage ou prospérité ? », en vente 54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>, C.C.P. Tribune Socialiste, Paris 5826-65.



(Keystone.)

## Une agriculture en pleine expansion, mais...

LES Etats qui composent l'Europe des « Six » sont des pays de vieilles traditions agricoles, il faut donc tenir compte du poids de l'histoire dans la future construction européenne. Il faut aussi jurer la part des mentalités qui, dans le domaine agricole, demeurent encore bien souvent très traditionalistes.

Physiquement, par son relief et son climat, l'Europe occidentale est très diversifiée, parfois à l'intérieur même des frontières, c'est ce qui explique que l'agriculture européenne n'est que fort peu spécialisée.

Par l'étendue de ses terres cultivées (33,5 millions d'hectares), la France est le premier pays agricole de l'Europe continentale.

● La production de l'Europe des « Six » est en pleine expansion ; elle a augmenté de 28 p. cent depuis l'avant-guerre, alors que la population active occupée dans l'agriculture baissait de 20 p. cent. Pour les produits d'origine animale, l'augmentation est supérieure à la moyenne de la période considérée : plus 34 p. cent.

Population agricole et part de l'agriculture dans le produit national

POPULATION AGRICOLE en % DE LA POPULATION ACTIVE	PRODUIT NATIONAL BRUT		
	AGRICULTURE	INDUSTRIE	
ALLEMAGNE .....	16 %	3,7 %	50,9 %
BENELUX .....	10 %	3,6 %	49 %
FRANCE .....	18 %	15,6 %	42,3 %
ITALIE .....	34,5 %	23,3 %	41,9 %
PAYS-BAS .....	12 %	10,9 %	43,5 %

● La demande : l'augmentation de la demande pendant la même période a été de 30 p. cent. Pourtant, malgré l'accroissement de la productivité et de la production, la Communauté économique européenne demeure encore tributaire du reste du monde, puisqu'elle a dû importer en 1958 pour 51 milliards de dollars de biens agricoles, tels que sucre de canne, stimulants, agrumes, huiles végétales, liège, etc.

En bref, la production des « Six » ne couvre que 87 p. cent de leurs besoins en biens agricoles dans l'hypothèse où l'Europe n'effectuerait aucune exportation vers les pays tiers, ce qui est loin d'être la réalité. Au surplus, il est bien évident que l'Europe demeurera toujours importatrice de produits tropicaux

ou sub-tropicaux. Cependant, on estime qu'en 1965, excepté pour les céréales secondaires qui resteront déficitaires, la Communauté deviendra exportatrice nette.

Quoi qu'il en soit, le territoire du Marché commun, peuplé d'environ 170 millions d'habitants, offre de larges débouchés théoriques des produits agricoles. Cette constatation doit toutefois être nuancée par pays, par type de production et selon le niveau des prix. Globalement, l'accroissement prévisible du niveau de vie européen dans les prochaines années ouvre de belles perspectives, en particulier pour les produits animaux — viande de bœuf, produits laitiers — dont la consommation moyenne par tête d'habitant ne cesse de croître.

## Quelle sera la place du Marché commun sur le marché mondial ?

Nous avons vu, d'une part, que certaines productions européennes sont insuffisantes pour couvrir les besoins ; d'autre part, que certaines denrées ne pouvaient pas être produites en Europe.

Ce qui est vrai en termes globaux — la nécessité d'importer — ne l'est pas nécessairement pour des productions spécifiques dont l'Europe peut être exportatrice.

Le commerce mondial est dominé par des facteurs essentiels :

— Le fait que les Etats-Unis sont devenus le plus grand exportateur mondial de produits agricoles ;

— Le niveau des cours mondiaux qui sont, pour l'essentiel, fixés par l'Amérique. La baisse des cours des biens agricoles a été profonde ces dernières années, alors que le prix des produits industriels n'a cessé de croître. Il en est donc résulté une baisse constante des termes de l'échange (c'est-à-dire le rapport du

pouvoir d'achat des produits agricoles sur celui des produits manufacturés) défavorable aux pays exportateurs de produits agricoles non élaborés. Cette baisse des prix aurait tendance à s'inverser pour la viande de bœuf dont le prix monte.

Il n'en demeure pas moins que la faiblesse des cours mondiaux est un facteur primordial du succès ou de l'échec du Marché commun. Non seulement elle risque d'empêcher l'Europe occidentale d'exporter vers les pays tiers, mais surtout elle peut empêcher un développement harmonieux des achats intra-communautaires, certains partenaires préférant acheter sur la base des cours mondiaux à l'extérieur : Allemagne, Angleterre, si elle adhère.

La disparité des prix européens et des prix mondiaux impose donc une politique douanière très délicate pour la Communauté économique européenne.

# Que sera la politique agricole commune ?

(Suite de la page 7.)

Quoi qu'il en soit, cette question pourra être facilement résolue si, pendant la période transitoire, les écarts de prix diminuent suffisamment pour que l'unification des cours au 1<sup>er</sup> janvier 1970 s'effectue sans trop de conséquences graves au point de vue social. La politique de rapprochement des prix sera par conséquent un test décisif pour le succès de la politique commune.

## Etablir de meilleures relations commerciales avec le reste du monde

Il n'est pas souhaitable, ni possible, d'isoler le Marché commun du reste du monde, d'autant plus qu'il paraît évoluer vers une formule plus « atlantique ».

Les échanges avec l'extérieur sont très importants, même dans le domaine des produits agricoles ; la suppression des restrictions et l'abaissement mondial des tarifs douaniers devraient encore accroître le volume des échanges. La politique commerciale extérieure de la C.E.E. revêt donc une certaine importance ; mais quels sont justement les liens d'un type nouveau que déterminera l'unification du marché européen ?

Il s'agit de prévoir les mécanismes

de protection qui définiront la politique extérieure commune.

## Existera-t-il un droit de préférence ?

Les pays bien placés au point de vue agricole, tels que la France, espèrent que le Marché commun leur permettra d'étendre leurs débouchés vis-à-vis de leurs partenaires, mais encore faudrait-il que ces derniers ne soient pas incités à acheter auprès des pays tiers au cours mondial. Ces pays souhaitent donc que les achats de leurs partenaires soient effectués de préférence chez eux. C'est le fameux droit de préférence. Ainsi la France pourrait écouler ses productions excédentaires chez ses voisins au prix européen. En revanche, l'Allemagne n'est pas disposée à se lier par un tel système ; en effet, la politique agricole et alimentaire allemande est fondée à la fois sur un haut niveau de rémunération de ses propres agriculteurs et l'achat massif d'importations agricoles à bas prix (au cours mondial), ce qui lui permet tout à la fois de satisfaire ses cultivateurs et de ne pas mécontenter les consommateurs qui trouvent des denrées alimentaires importées à bon compte. L'obligation d'acheter en France, aux Pays-Bas ou à l'Italie, modifierait dangereusement cet équilibre.

Il ne semble pas actuellement que le gouvernement français ait obtenu

gain de cause ; les récentes conversations sont muettes à ce sujet. Toutefois, comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude, les taux différents du prélèvement, suivant qu'il s'agisse de pays appartenant à la C.E.E. ou de pays tiers, jouent en quelque sorte le rôle d'une préférence fondée sur les droits de douane différentiels ; mais ce n'est évidemment pas un authentique droit de préférence, générateur d'obligations réciproques.

## Le tarif commun extérieur

L'intégration économique de l'Europe ne s'étendra pas au monde ; il conviendra par conséquent de défendre le Marché commun contre l'extérieur : c'est le but du tarif extérieur. Mais, alors que maintenant chaque Etat possède son propre tarif dont il est responsable, il n'existera plus dans la phase du marché unique qu'un seul tarif applicable aux frontières avec les pays non participants.

Le problème consiste à fixer le taux de ces droits. L'accord a pu se faire assez rapidement en ce domaine : le tarif commun sera fixé à la moyenne des droits effectivement pratiqués en 1957. C'est dire que la prise en considération d'une moyenne obligera certains pays à augmenter leurs tarifs, tandis que d'autres les diminueront. Comme pour la détermination des prix intérieurs, il a donc fallu prévoir une période transitoire pendant

laquelle chaque Etat aménagera son propre tarif par palier, de façon à le rapprocher au maximum du tarif commun qui sera appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Un correctif est apporté par le système des prix minima et des prélèvements, comme nous le verrons.

Un second problème se posera en cas d'adhésion de la Grande-Bretagne. Cette dernière, en effet, avait organisé un système d'échange avec le Commonwealth fondé sur le droit de préférence mutuelle ; comme pour l'Allemagne, ce système lui permettait d'importer des denrées alimentaires à bas prix. Le Marché commun ne saurait consentir de tels privilèges à des nations tiers ; c'est un écueil sur lequel risquent de buter les discussions qui doivent s'ouvrir entre les Six et le chef de file des Sept. Le Marché commun aura de grandes conséquences non seulement en Europe, mais aussi sur les autres continents ; c'est pourquoi son évolution est suivie de très près aussi bien par les Etats-Unis que par l'Australie ou les nations africaines.

Tels sont, très schématiquement résumés, les objectifs tant intérieurs qu'extérieurs de la politique agricole commune qui devra, au 1<sup>er</sup> janvier 1970, s'appliquer aux Etats qui auront choisi d'adhérer à la Communauté économique européenne. Il reste maintenant à définir les moyens qui permettront d'atteindre ces objectifs généraux ; ce sera l'objet du prochain article.

# La grande misère de l'Enseignement technique (fin)

Il est difficile d'envisager une réforme de l'enseignement technique sans la placer dans le cadre plus vaste d'une réforme de l'enseignement. La réforme Berthoin, d'ailleurs, fait déjà disparaître théoriquement les ordres d'enseignement en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup> au bénéfice du cycle d'observation. Toute réforme devra donc écarter les écueils que nous avons rencontrés au cours de cet article : impasse vers la profession dès la sortie du primaire, abandon d'une véritable éducation au profit d'un apprentissage intéressé. Pour cela, il faudra bien sûr construire des locaux, équiper, trouver des maîtres pour parer à cette misère dont nous parlions plus haut. Sur un plan plus général, il nous faudra bien en revenir au fond de la réforme Langevin-Wallon, si nous voulons que l'Ecole remplisse effectivement sa tâche d'éducation.

A grands traits, il nous semble que ceci se traduirait par les orientations suivantes : de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, enseignement autonome vis-à-vis des cadres traditionnels, avec cependant des options possibles pour la recherche des aptitudes, essentiellement à partir de la 4<sup>e</sup>. Ceci aurait pour avantage de ne pas obliger chaque enfant à un choix alors que ses aptitudes sont encore bien incertaines, et éviterait cette impasse que constitue, par trop, à l'heure actuelle, le technique.

Au niveau du second cycle : deux orientations principales : l'une vers l'apprentissage d'un métier (C.A.P. ou brevet de technicien), l'autre vers les études supérieures, y compris techniques. Ainsi se trouverait confirmé ce rapprochement du technique long et du secondaire classique et moderne déjà amorcé et qu'il paraît souhaitable d'accentuer.

Toutefois, il serait dangereux de couper totalement ce technique long des enseignements plus directement professionnels. Et, on conçoit ici la nécessité de faire évoluer la répartition des enseignements dans les locaux selon des tranches verticales pour rapprocher tous les premiers cycles, d'une part, tous les seconds cycles, d'autre part.

Une autre raison milite en faveur d'une telle solution. Sans doute, comme le dit le rapport Langevin-Wallon, « l'enseignement général doit être autant que possible articulé sur l'apprentissage lui-même », et non pas juxtaposé à raison d'un trimestre par an ou de quelques heures par semaine, comme le souhaitent bien des milieux patronaux. Mais une société démocratique suppose des contacts, des possibilités de dialogue et de contrôle entre ses membres, même et surtout si, sur le plan professionnel, les uns sont des exécutants, les autres des techniciens. L'enseignement doit préparer à cela. Même si la société détruit par la suite ses efforts. Et, il ne serait pas impen-

## PERSPECTIVES DE RÉFORME

sable que des activités, cours ou conférences, séminaires communs à tous subsistent au niveau du second cycle.

Qu'en est-il dans les projets actuels ? Nous avons vu ce qu'il fallait penser de la réforme Berthoin. Pourtant des espoirs d'évolution plus favorable subsistent. On a fait beaucoup de bruit récemment autour d'une circulaire Capelle du 17 novembre 1961. Elle a soulevé un tollé général des syndicats. Il est vrai qu'elle modifiait assez sérieusement les structures de notre enseignement.

A l'issue du cycle d'observation, deux voies sont offertes :

- Enseignement pratique de fin de scolarité obligatoire ;

- Cycle d'orientation comprenant trois options : classique, moderne-technique, enseignement complémentaire et débouchant :

- sur les collèges d'enseignement technique (surtout pour l'option « complémentaire »),

- sur un second cycle long (classique, moderne, technique, professionnel).

En même temps, la réorganisation des établissements d'enseignement préconisée est importante :

- les lycées deviendraient des établissements polyvalents de second cycle ;

- d'autres établissements regrouperaient les autres cycles (soit à partir des collèges d'enseignement généraux, soit à partir de nouveaux locaux).

Des formules intermédiaires subsistent toutefois au sein de ces deux grands groupes. Quelques éléments importants sont à retenir dès maintenant :

- C'est la première fois que le cycle d'observation prend si nettement son autonomie vis-à-vis des autres.

- Il y a une simplification au niveau des 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> qui est l'amorce d'un tronc commun et qui rapproche le technique du second degré, lui donnant ses titres de noblesse.

- Il y a un rapprochement aussi des divers enseignements au niveau du second cycle.

On voit par là que cette organisation va assez nettement dans le sens des grandes lignes de réformes que nous dessinions plus haut. Et c'est un aspect positif, que ce bouleversement des habitudes acquises d'où pourra peut-être sortir un progrès de démocratisation. Des syndicats comme le S.N.E.T. favorable à l'autonomie du cycle d'observation, ont d'ailleurs, sur ce point, apporté leur accord.

Mais cet effort ne se fera pas par une seule circulaire, ni par ces seules mesures. Et, si nous examinons le contexte et les détails de la circu-

laire, nous ne pouvons manquer d'être inquiets.

La circulaire a été prise sans consultation des organismes intéressés, en particulier, les syndicats enseignants. Ce sont là des méthodes devenues courantes sous le régime actuel mais qui laissent sceptique quant à la volonté de « démocratiser ».

Cette réorganisation est faite à la hâte : les académies, prévenues le 17 novembre, devaient faire connaître leurs projets avant le 31 décembre.

Une telle réforme de structures suppose une refonte pédagogique sérieuse, et rien n'a été fait de ce côté.

On semble s'orienter vers le regroupement des agrégés mais aussi des certifiés dans le second cycle, laissant cycles d'observation et d'orientation à des professeurs ayant eu une formation plus rapide. Or, ces deux derniers cycles sont pour la formation de l'enfant d'une grande importance : il s'agit bien là de formation de l'esprit. La pédagogie doit être à ce niveau particulièrement étudiée et les maîtres formés en conséquence.

Enfin, et ceci concerne plus directement le technique, certains éléments et certains silences de cette circulaire laissent penser qu'en ce qui concerne les centres d'apprentissage c'est la politique du 16 mai 1961 (examinée plus haut) qui l'emporte décidément, c'est-à-dire l'abandon de la formation par l'Education nationale au profit d'une formation donnée dans les entreprises et complétée par quelques cours professionnels.

## Grève générale aux Forges de CRANS

(De notre correspondant particulier.)

Nous pensons utile d'attirer l'attention sur les causes de la grève générale aux Forges de Crans (Savoie). C'est une grève assez exceptionnelle, puisqu'elle n'a été précédée d'aucun dépôt de cahier de revendications par les ouvriers.

En effet, la direction a proposé elle-même une prime à la production. Mais cette prime était de caractère individuel et hebdomadaire :

- prime individuelle, c'est-à-dire donnée à un ouvrier plutôt qu'à un autre, laissant donc la porte ouverte à tous les abus possibles ;

- prime hebdomadaire, injuste, car l'ouvrier risque de perdre le bénéfice de trois jours de travail si le quatrième jour sa machine tombe en panne, si l'E.D.F. est en grève ou pour toute autre cause, indépendante de sa bonne volonté.

A noter qu'une prime semblable

D'autres informations nous permettent de croire que les milieux patronaux et le ministère préparent quelque chose de semblable, à l'écart, bien sûr, des enseignants.

Ce sont là des options graves et que nous ne pouvons accepter.

Il y a sans doute, c'est notre opinion, des aspects positifs dans cette circulaire, et même courageux, pour le développement de notre enseignement. S'agit-il d'aboutir à la démocratisation ou simplement d'un réaménagement nécessaire à la grande industrie et sur lequel on ne reviendra pas ? On peut se poser la question et envisager, sur ce point, l'avenir avec quelque inquiétude.

Ainsi, cet enseignement apparemment « populaire » puisqu'il s'adresse avant tout aux enfants des travailleurs, est-il un enseignement qui va à l'encontre des aspirations des masses et qui demeure une caricature de ce qu'il devrait être. Des moyens dérisoires qui conduisent à des classes surchargées où s'entassent les enfants encore heureux de ne pas avoir été refusés, un abandon partiel, parfois consenti, parfois recherché, entre les mains des intérêts privés, surtout industriels, bref une situation scandaleuse à bien des égards, comme dans les autres enseignements mais qui, s'agissant du technique, prend figure de désastre. Les quelques réformes tentées jusqu'ici peuvent-elles égayer ce tableau ? Au point où on en est arrivé, l'enseignement technique a besoin de solutions révolutionnaires que seuls les enseignants, les étudiants et les militants socialistes peuvent, en dehors de tout conservatisme intellectuel, concevoir dans toute leur ampleur et imposer.

G. R. et D. W.

existait, mais a été supprimée, en 1954, grâce aux discussions acharnées des délégués syndicaux.

Après une assemblée générale, le 29 janvier, les ouvriers décidaient donc de faire une grève illimitée, ne devant se terminer qu'avec l'annulation de la décision prise par la direction.

Depuis cette date, les ouvriers unanimes — à 100 p. cent — ont répondu à l'appel des trois syndicats : C.G.T., F.O. et C.F.T.C. Seuls les mensuels — non touchés par la prime — travaillent et sont même « descendus » à l'atelier, ce qui entraîne des manipulations défectueuses avec un personnel non qualifié.

Cela est malheureusement le résultat d'une politique suivie par la direction depuis quinze ans — politique qui consiste souvent à faire un choix partiel pour attribuer les postes de maîtrise ou de cadre, sorte de « promotion de droit divin ».

# La rencontre des deux hommes d'Etat les plus rusés et les plus réactionnaires

— par Oreste ROSENFELD —

La récente rencontre de Gaulle-Adenauer a été une surprise. Du moins pour l'opinion publique qui n'a rien su jusqu'à la veille. Est-ce le général de Gaulle qui en a pris l'initiative? Ou bien est-ce le chancelier allemand qui a demandé à voir notre général-président? En définitive, ce n'est pas tellement important.

D'APRES le communiqué publié, à la suite de plusieurs heures de discussions, les deux hommes d'Etat se seraient mis d'accord (ou plutôt ils ont constaté leur accord complet) sur les deux questions examinées: problème allemand et rapports Est-Ouest; problème de l'Europe.

Sur le premier point, ils avaient une position commune depuis longtemps déjà. Comme Adenauer, de Gaulle ne veut pas négocier avec Khrouchtchev au sujet de Berlin et du problème allemand tant que ce dernier prétendra « imposer ses exigences ».

En revanche, l'accord sur le second point ne me semble pas certain du tout. On sait que le général ne veut pas d'une « Europe politiquement intégrée ». Il lui oppose une « Europe des patries », c'est-à-dire une sorte d'alliance entre les six Etats (dans la pensée du président de la République, c'est lui qui aurait la « direction » de cette alliance). Une récente déclaration française a encore aggravé le désaccord au sein des « six ». Le gouvernement français semblait vouloir enlever leur caractère supranational aux institutions existantes du Marché commun et de la Communauté charbon-acier.

Pour l'Euratom, c'est déjà fait. Hirsch, directeur de l'Euratom, a été rappelé par Paris, au grand mécontentement de ses partenaires, parce qu'il se considérait comme représentant des « six » et non de la France seule. Il a été remplacé par l'ancien ministre de l'Intérieur Châtenet, plus docile.

Après l'entretien de Gaulle-Adenauer, on affirme que la France n'a jamais eu des intentions semblables (1), ce dont le chancelier se réjouit. Mais de Gaulle est resté ferme sur « sa » conception de l'Europe. Si Adenauer déclare être entièrement d'accord avec son interlocuteur français, c'est qu'il abandonne aussi « l'intégration politique ».

Je crois qu'il ne s'agit là que d'une ruse. La commission *ad hoc*, chargée d'étudier ce problème, se réunit justement à Paris. Ayant obtenu de la France un éclaircissement concernant les institutions supra-nationales existantes, le chancelier rend possible la réunion de cette commission. Mais il laisse aux représentants du Bénélux et de l'Italie le soin de combattre les conceptions gaullistes de l'Europe. Il ne se privera d'ailleurs pas du plaisir de soutenir, dans la coulisse, les adversaires du général de Gaulle.

## Bonn ne veut pas de négociations bilatérales avec Moscou

Est-ce une simple coïncidence? Toujours est-il que la réponse de Bonn à la note soviétique proposant des négociations bilatérales a été remise à Moscou seulement après la rencontre Adenauer-de Gaulle.

Il existe en Allemagne un courant assez fort en faveur de ces négociations. Le président du parti libéral, Mende, l'a déclenché par une déclaration et par sa rencontre avec l'ambassadeur soviétique à Bonn. Le vice-président du parti social démocrate Wehner a exprimé une opinion semblable. Bien qu'Adenauer ait réprimandé Mende (dont le parti participe au gouvernement), on sait que le chancelier n'a pas écarté complète-

ment cette idée. On se rappelle l'affaire Kroll, ambassadeur allemand à Moscou, qui a eu un entretien avec Khrouchtchev en novembre dernier. Il est inconcevable qu'il ait pu accepter cette « conversation » sans accord avec son chancelier. D'ailleurs Adenauer l'a couvert... et renvoyé à Moscou.

Pour une fois, j'étais d'accord avec Adenauer-Kroll. Comme Mende et Wehner, je pense que l'Allemagne n'a aucun intérêt à repousser toute négociation directe avec l'U.R.S.S. Je n'ignore pas que, d'après les conditions de l'armistice, le problème allemand est du ressort exclusif des « Quatre Grands » (les vainqueurs). Mais est-ce que la constitution d'un Etat allemand de l'Ouest et celle de l'Etat allemand de l'Est ne sont pas en contradiction flagrante avec les accords entre les « Quatre »? Est-ce que le réarmement de l'Allemagne (des deux Allemagnes) n'est pas contraire à ces mêmes accords?

Je ne crois pas que, dans les circonstances actuelles, la négociation directe et bilatérale entre Moscou et Bonn puisse aboutir au règlement du problème allemand. L'U.R.S.S. ne semble pas disposée à abandonner la R.D.A. et à favoriser la réunification de l'Allemagne. Mais elle peut offrir à l'Allemagne des marchés pour son industrie.

Ne serait-ce pas ouvrir la voie à un nouveau Rapallo ou à une nouvelle entente semblable à celle de Ribbentrop-Molotov? Il me paraît risqué de faire un rapprochement entre la situation de 1962 et celle de 1922, alors que l'Allemagne et l'U.R.S.S. étaient deux puissances vaincues et appauvries. Il n'y a rien de commun, non plus, entre la situation internationale actuelle et celle d'août 1939. Aussi n'avons-nous pas à craindre, pour le moment du moins, la constitution d'un axe Bonn-Moscou.

Mais, dans la mesure où les pourparlers entre ces deux Etats pourraient réduire les oppositions et améliorer le climat international en Europe, ils sont désirables. Tout ce qui peut diminuer la tension en Europe doit être tenté.

N'est-ce pas le général de Gaulle qui aurait obtenu d'Adenauer qu'il y renonce? Ne serait-il pas allé à Baden-Baden justement pour empêcher le chancelier de répondre affirmativement à l'offre soviétique?

Ce serait très grave. Ce ne serait cependant nullement contraire à l'opinion que le général se fait de l'évolution de la situation internationale. Mais qu'aurait-il promis en contrepartie?

## La cascade des « niet, niet »

Ainsi qu'on pouvait le prévoir, le président Kennedy et le premier ministre Macmillan ont décliné la proposition de Khrouchtchev de les rencontrer, le 14 mars, afin de transformer la Commission du désarmement (désignée par l'O.N.U.) en Conférence au sommet à dix-huit (cinq du camp soviétique, cinq du bloc atlantique et huit Etats non alignés ou neutres). Leurs réponses sont cependant conçues dans des termes très mesurés et même aimables. Ils acceptent l'idée soviétique pour la fin des travaux de la commission, si des progrès substantiels étaient constatés.

Le général de Gaulle a répondu à son tour. Il refuse également. Mais il déclare être prêt à se rendre à une Conférence au sommet des puissances nucléaires (quatre ou cinq) afin de régler le problème du désarmement nucléaire.

On n'a certainement pas oublié le refus du général de prendre part aux travaux de la Conférence sur l'arrêt des expériences nucléaires, qui a d'ailleurs échoué. Aujourd'hui, il propose lui-même une conférence dont l'objectif serait beaucoup plus vaste. Ce

n'est pas absolument contradictoire. Mais cette attitude confirme l'impression que produit la politique extérieure du général-président: refuser et, si possible, empêcher toute initiative qui ne vient pas de Lui.

Après tous ces refus — et celui, attendu, de l'Italie et probablement aussi du Canada — Khrouchtchev ne pourrait compter que sur l'acceptation des huit Etats non alignés. Ils n'ont pas encore répondu officiellement. Si Nasser semble accepter, en revanche Nehru refuserait, ce qui peut faire aussi changer la position de Nasser. Il n'est pas certain que les autres « neutres » acceptent.

Je ne crois d'ailleurs pas que Khrouchtchev se soit fait la moindre illusion sur le succès de sa proposition. Comme je l'ai dit la semaine dernière, c'était une simple parade à la suggestion de Kennedy de réunir les trois Grands: Kennedy, Khrouchtchev et Macmillan. Le chef soviétique voulait pouvoir annoncer, avant la réunion plénière du Comité central, fixée au 5 mars, une rencontre à deux, avec Kennedy, et à Moscou. Une conférence à trois ou quatre, où il serait seul et en minorité en face du « bloc atlantique », ne fait pas son affaire.

D'autre part, le refus des Occidentaux de se rendre à une Conférence au sommet à dix-huit permettra à Khrouchtchev de l'exploiter à fond auprès de sa propre opinion publique. Les journaux soviétiques ont déjà commencé à préparer cette campagne. Ils annoncent, en effet, que la proposition des Soviets est un pas décisif dans la voie du désarmement total. Ils publient en première page, sous de gros titres, l'accord des « Etats socialistes ». Le refus des Occidentaux sera présenté comme un sabotage délibéré de la Commission du désarmement, et par conséquent comme une menace contre la paix.

## Les Etats-Unis s'enfoncent dans une politique d'aventure à l'égard de Cuba

Les Etats-Unis continuent à s'enfoncer dans une politique d'aventure à l'égard de Cuba. Décidément, Kennedy est incapable de tenir tête aux chefs militaires et au capitalisme colonialisme lésé par la révolution cubaine. N'ayant pas obtenu pleine satisfaction à la Conférence de Punta del Este, les U.S.A. préparent activement le blocus économique de Cuba.

En Argentine, « l'armée » a obligé le président de la République à s'aligner sur les Etats-Unis et à rompre avec Fidel Castro.

On affirme que Washington fait des démarches auprès de ses alliés européens du « Pacte de l'Atlantique Nord » (l'O.T.A.N.) afin qu'ils manifestent leur solidarité envers les Etats-Unis en se joignant au blocus de l'île « maudite ».

Les travailleurs de l'Europe ne doivent pas permettre que leurs gouvernements prennent part à cette action criminelle et dangereuse.

Quant à l'U.R.S.S., elle a pris une position très nette. Elle sait qu'elle exprime, dans cette question, l'indignation de tous les communistes, de tous les socialistes, je dirais même de tous les honnêtes gens. Aussi la *Pravda* du 19 février publie-t-elle, en première page et sur quatre colonnes compactes, une « Déclaration du gouvernement soviétique ». Ce texte est conçu dans des termes très violents contre les Etats-Unis et les impérialistes. Il contient aussi des menaces ouvertes d'intervenir pour aider Cuba.

Ce document se termine ainsi: « Cuba n'est pas seule. Elle a beaucoup d'amis, non seulement dans l'Amérique latine, mais aussi dans le monde entier. Parmi eux se trouve

l'Union Soviétique. Ainsi que l'a déclaré clairement le chef du gouvernement soviétique N. S. Khrouchtchev, la République de Cuba peut toujours compter sur l'aide et sur l'appui du peuple soviétique. Les avertissements connus du gouvernement des Soviets à l'adresse des ennemis du peuple cubain restent en vigueur aujourd'hui également. L'Union Soviétique condamne catégoriquement les plans d'agression contre Cuba. En déclarant sa solidarité avec la République révolutionnaire de Cuba, l'Union Soviétique exprime sa conviction que, en s'appuyant sur l'aide des Etats pacifiques, le peuple héroïque de Cuba préservera son indépendance, remportera la victoire dans son combat juste et historique. »

Je suis persuadé que si les Etats-Unis poursuivent la politique égoïste de capitalistes les plus réactionnaires et impérialistes contre Cuba, ils verront se former contre eux le bloc compact de la grande majorité des Etats non alignés. Le Kremlin en prendra la tête. En cas d'opérations militaires contre Fidel Castro, l'aide soviétique ne sera pas limitée à la fourniture de vivres et de munitions...

## Le Vatican contre « l'ouverture à gauche » en Italie

« L'ouverture à gauche » en Italie est faite. Le Parti socialiste italien, suivant son leader Pietro Nenni, a accepté de soutenir le nouveau gouvernement Fanfani. Ce dernier est composé de démocrates chrétiens, de républicains et de social-démocrates (Sarragat).

Il semble que le programme gouvernemental tient compte en particulier de toutes les exigences du P.S.I. C'est ce qui a décidé Pietro Nenni à proposer et à obtenir le soutien du nouveau gouvernement.

*Tribune Socialiste* examinera, à la première occasion, la nouvelle situation créée en Italie par cette « ouverture à gauche » de la part de la démocratie chrétienne et par cette « ouverture à droite » que certains commentateurs croient avoir décelée chez les socialistes de Nenni. Il n'empêche que, venant après la rupture complète du P.S.I. d'avec les communistes et après la séparation des démocrates-chrétiens d'avec leurs alliés de droite, la nouvelle situation politique ainsi créée constitue un événement capital dans la vie et pour l'évolution ultérieure de l'Italie.

Le Vatican ne s'est d'ailleurs pas trompé sur le sens de cette évolution. Aussi le cardinal Ottaviani, préfet de la Congrégation du Saint-Office, a-t-il rendu publique, dès le 16 février, une première prise de position de la hiérarchie.

D'après l'Agence A.S.S.I., le cardinal, parlant aux dirigeants de petites entreprises, a déclaré:

« L'enseignement de l'Eglise est constant et conséquent. Elle repousse toute solution démagogique de la question sociale et repousse en conséquence même et surtout toute forme de marxisme et de matérialisme qui humilie la personnalité et la dignité humaines. La défense des valeurs chrétiennes est fondamentale pour tous les fidèles qui sont engagés dans cette œuvre, surtout quand ils participent à la vie publique. La hiérarchie ne subira pas passivement cette nouvelle vague matérialiste qui s'abat sur l'Italie. Elle a le droit et le devoir d'intervenir. »

(Cité d'après *Le Monde* des 18-19 février.)

A la suite de cette violente prise de position du Vatican, et même des menaces de la hiérarchie, on peut prévoir de profonds remous au sein du parti catholique.

## Des dates à retenir...

### CENTRE D'ÉTUDES SOCIALISTES

Deux séances à ne pas manquer

#### I

La publicité donnée au 4<sup>e</sup> plan français, le développement des techniques de planification, la connaissance plus grande des expériences en pays socialistes exigent des militants politiques ou syndicalistes une étude approfondie de ces problèmes. C'est pourquoi le C.E.S. a organisé une suite de conférences sur le thème « *Etat et planification* ». La première de ces conférences, « *Réflexions critiques sur les plans français* », avec la participation d'Eugène Descamps (secrétaire général de la C.F.T.C.) aura lieu le

LUNDI 26 FEVRIER

à 21 h. précises, 44, rue de Rennes (VI), Métro Saint-Germain-des-Prés.

#### II

« *Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ?* », tel est le sujet du débat qui réunira Pierre Mendès France, Serge Mallet, Claude Lefort et Pierre Naville, sous la présidence de Laurent Schwartz, le

MARDI 27 FEVRIER

à 21 h., grande Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, métro Bac. (Participation aux frais : 2 NF).

### Sceaux

La section organise le SAMEDI 24 FEVRIER

à 21 heures, à l'ancienne mairie, 68, rue Houdan, à Sceaux (Place de l'Eglise), une réunion publique pour la paix en Algérie, contre l'O.A.S., avec Laurent Schwartz et Edouard Depreux. Tous les amis des communes voisines y seront les bienvenus.

### Le Havre

Samedi 24 février, à 18 heures, salle Franklin.

— Exposé de P. Belleville : « *L'action du P.S.U. dans les entreprises, en fonction des problèmes qui se posent aux travailleurs, de la conjoncture économique et de la situation syndicale* » ;

— Discussion générale et sur l'implantation du parti dans les entreprises de la région havraise.

Yves Choupaut, secrétaire fédéral adjoint dirigera la discussion.

### Sotteville-les-Rouen

Dimanche 25 février, à la salle A.-Croizat, mairie de Sotteville-les-Rouen.

a) de 9 h. 30 à midi : Exposé de P. Belleville (le même qu'au Havre) ; discussion sur les lignes générales de l'action.

b) de 14 h. à 18 h. : Exposé sur « *les problèmes industriels en Seine-Maritime* » ; Tour d'horizon et discussion sur la situation locale et l'implantation du P.S.U. dans les entreprises.

Michel Beregovoy, secrétaire général, dirigera la discussion.

### Vaucluse

Réunions publiques d'information du Parti socialiste unifié avec Daniel MAYER

« *Le P.S.U. FACE AUX GRAVES PROBLEMES ACTUELS* »

— à PERTUIS, le samedi 3 mars, à 21 heures, restaurant Le Clocher ;  
— à CARPENTRAS, le dimanche 4 mars, à 10 heures, salle de la chapelle du collège.



Le P.S.U. vient d'éditer une affiche 39x58 sur fond rouge. (Reproduction ci-dessus.)

Elle peut être commandée, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. Tribune Socialiste, Paris 5826-65.

Prix : 0,15 NF.

### Une heureuse initiative

La Fédération de Seine-Banlieue vient d'avoir l'heureuse initiative de sortir un dépliant qui peut être utilisé pour une distribution à la sortie d'une réunion ou pour l'envoi à des sympathisants. En noir et rouge sur papier couleur, 21x27, avec pliage au milieu (présentation en 4 pages).

Son prix est de l'ordre de 3 NF le cent, mais il peut être inférieur en fonction de la commande globale qui sera adressée à l'imprimeur.

Les Fédérations intéressées par ce matériel doivent envoyer leurs commandes au siège du Parti, sans tarder.

Aucune commande ne pourra être prise en considération après le 15 mars 1962.

### Plastiqueurs contre P.S.U.

La série continue... Malgré les mesures annoncées par le gouvernement et ses déclarations sur l'énergie de sa lutte anti-O.A.S., les plastiquages ne s'arrêtent pas.

Cette semaine, parmi d'autres victimes, une fois encore, un militant du P.S.U. a été visé : c'est notre camarade Jacques Roussier, professeur d'allemand au lycée de Douai. Quatre enfants qui se trouvaient dans l'appartement au moment de l'explosion ont été atteints.

Le Bureau national et « Tribune Socialiste » adressent à notre camarade l'expression de leur sympathie.

2 au 7 avril

### STAGES NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 2 au 7 avril 1962, un stage sur

#### LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier.

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de Formation, 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>.

### S.O.S. P.S.U. !

Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

● Etudiante anglaise, 19 ans, domiciliée à Paris, y cherche travail à partir début mars : enseignement dans famille ou tout autre travail à proposer.

Ecrire au Journal qui transmettra.

## De la Hargne et de la Grogne S.F.I.O.

Le 27 janvier, au Mans, la S.F.I.O. organisait un débat public avec Pineau et Gazier.

Devançant le discours d'autofélicitation du général, Pineau affirma que, dès le début, il avait prédit la fin du gaullisme, oubliant que sa fédération — celle de la Sarthe — avait, par 16 mandats sur 18, approuvé la résolution favorable au « oui » en septembre 1958 et voté celle se ralliant à la candidature présidentielle de de Gaulle, en décembre 1958. Il faut reconnaître que, de retour dans la Sarthe, les responsables fédéraux n'appliquèrent pas leurs votes. Cela implique que leur détermination était quelque peu flottante.

Devançant la conférence de presse de son secrétaire général, Gazier s'en prit au P.S.U., coupable de « fricoter avec les communistes » ce qui, après les agapes répétées Pinay-Mollet, ne manquait pas de saveur, et l'adjura de signer l'accord S.F.I.O.-Parti radical, etc. (ce qui, dans la Sarthe, se

réduit à la seule S.F.I.O., et est devenu, par la suite, inexistant partout ailleurs).

Pour le P.S.U., Lucas alla rappeler quelques éléments d'histoire récente pour ceux qui ont oublié la « divine surprise » de Mollet en mai 1958 et dénonça les « combinaisons » de l'Alma ou d'ailleurs, alors que la lutte contre l'O.A.S. se place sur un autre plan et doit inclure, tout de suite, les communistes et la C.G.T.

Dans sa réponse, Gazier s'en prit encore plus violemment au P.S.U. montrant ainsi ce qu'il convient de penser de son attitude minoritaire à l'égard de Mollet.

Le résultat fut probant : à la sortie même de ce meeting, groupant une centaine de personnes, les camarades du P.S.U. reçurent 4 adhésions, 2 autres furent enregistrées à la permanence suivante. La Fédération de la Sarthe attend avec impatience la prochaine réunion publique de la S.F.I.O.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

## ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuisant rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>), le bon de commande ci-dessous :



#### L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESS)... inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... "un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français. CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc..."

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile

Transport et emballage gratuits

Faculté de retour et rien à payer d'avance

**B O N**

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>)

Veillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en  1  3  10 versements sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM ..... Profession .....

Adresse .....

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

CINEMA



TCHÉKHOV

Ce programme comprend trois films tirés de nouvelles de Tchekhov. Les cinéastes soviétiques puisent de plus en plus aujourd'hui dans les œuvres du grand écrivain, avec un inégal bonheur. Ici, nous avons Vanka, histoire d'un petit garçon malheureux, qui malgré la pudeur du réalisateur verse souvent dans le sentimentalisme ; pour mettre à l'écran, sans verser dans ce défaut, un tel sujet, il faut s'appeler Luis Buñuel. Nous avons L'Allumette suédoise, agréable pochade qui tourne en ridicule des Hercule Poirot de chef-lieu de canton, cherchant frénétiquement, par les « méthodes scientifiques », à trouver l'auteur d'un crime mexicain. Nous avons surtout le plus intéressant, Aniouta, de Mary Anjia-paridzé, chronique de la vie d'un étudiant pauvre et de sa maîtresse, dans un hôtel minable. Dans Aniouta, le mélange de tendresse, d'humour, d'amertume, restitué de manière fort réussie le climat tchékhovien, fait vivre sous nos yeux, en quelques minutes, tout un petit monde, et, dans les limites étroites d'un court métrage, atteint un degré de présence qui fait

défait à bien des réalisations plus ambitieuses.

EL PERDIDO

Il s'agit d'un western, oui, mais d'un bon western, chose qui était devenue rare. Avec l'aide du scénariste Dalton Trumbo (celui de Spartacus), Robert Aldrich retrouve une grande forme, celle de ses meilleurs films d'il y a quelques années. Il s'agit d'un meurtrier qui, réfugié au Mexique, est poursuivi par un shérif américain qui poursuit en même temps une vengeance personnelle ; une rivalité amoureuse vient se greffer sur l'histoire. La force, la profondeur des sentiments atteignent souvent au tragique, et quand le fugitif O'Malley, qui croit avoir trouvé l'amour d'une jeune fille, apprend soudain qu'il s'agit de sa propre fille, la lumière d'inceste qui éclaire le drame ne résulte pas d'un mécanisme mélodramatique banal, mais donne au contraire à tout le film un soudain éclairage de tragédie grecque. Si Kirk Douglas et Dorothy Malone sont excellents.

Marcel RANCHAL.

DEUX LIVRES AUX ÉDITIONS DE MINUIT

On se rappelle comment, en décembre 1961, l'opinion française assista à cet épisode grotesque, qu'on n'ose dire scandaleux, tant nous avons vu de scandales, mais d'une qualité particulière d'absurdité : le jugement et la condamnation de Jérôme Lindon, directeur des Éditions de Minuit, pour avoir publié Le Déserteur, roman. Jérôme Lindon vient de publier, sous le titre

« Provocation à la désobéissance »

le compte rendu sténographique des débats, augmenté de quelques pièces annexes, lettres et documents. L'aspect mineur du scandale est celui qui

apparaît le premier : poursuivre un éditeur, sous prétexte qu'il a publié un roman contenant certains traits autobiographiques (ce qui est le cas de bien des romans !) en lui imputant les opinions d'un personnage de ce roman. Mais le véritable scandale n'est pas là : il est d'abord d'entendre des magistrats user, pour arriver à une condamnation, d'une dialectique boiteuse, de citations tronquées, d'affirmations qu'on aimerait croire sincères. « Tout le monde est d'accord contre la torture », affirment juges et procureurs. Et de condamner Lindon. Ce débat du meilleur monde, où l'on évoque les grandes traditions de la littérature en termes choisis, cette justice bourgeoise et bien élevée, apparaissent soudain comme un carnaval hypocrite, un sépulchre blanchi. Dans les grands procès politiques de ces dernières années, celui du réseau Jeanson, celui de Georges Arnaud, celui de l'abbé Davezieux, les débats prenaient l'allure d'un véritable combat politique, et la défense démontrait clairement l'innocence du prétendu « arbitrage » d'un tribunal acquis par avance, pour des raisons politiques, aux thèses de l'accusation. Ici, sur un aspect mineur du problème, c'est le côté farce qui prime le côté drame : les mêmes vertueuses sur magistrats condamnant, bien sûr, comme tout le monde, la révoltante pratique de la torture, voilà qui eût tenté un moderne Daumier.

Plus amer à lire pour nous — tout compte fait, plus urgent, plus indispensable aussi — « Itinéraire », publié dans la même collection « Témoi-

« Itinéraire »

gnages », recueil de lettres et d'articles de Robert Bonnaud, militant anticolonialiste, actuellement en prison. L'évolution de Bonnaud, son passage par l'U.G.S., les distances qu'il prit par rapport à nous, les formes de luttes qu'il choisit, il nous éclaire, il nous explique tout cela — et les derniers textes, ceux qu'il écrivit voici quelques mois, sont, dans leur sévérité, salubres finalement. Rien de plus odieux que la bonne conscience ; le regard que porte Bonnaud sur la gauche française — sur son action, comme sur celle du P.C. ou du P.S.U. — n'a rien de complaisant. Ni larmoiements, ni autojustification, ni condamnations puristes : un effort de clarification, une mise au point que nous devons connaître. A côté des pénibles exhibitions d'un Jean Cau dans l'Express, il est important de pouvoir lire des critiques comme celle de Robert Bonnaud. Ce qu'il dit, il a acquis le droit de le dire.

P.-L. Thirard.

La politique extérieure de la IV<sup>e</sup> République

Grande clarté, lucidité extrême, souci constant de ne laisser dans l'ombre aucune hypothèse, aucune explication, telles sont les caractéristiques de l'ouvrage de M. A. Grosser (1).

REFUSANT l'ordre chronologique traditionnel, l'auteur divise son ouvrage en deux parties : l'une traitant des « forces agissantes », l'autre, la plus ample, des problèmes et de leur solution. Le premier point, et le plus important, c'est la définition qu'il donne de la politique extérieure : après la victoire de 1945, les problèmes de l'« Union française » se trouvent éclairés d'une lumière toute nouvelle. Étroitement liés à ceux de l'Europe, à ceux du monde entier, ils sont désormais inséparables des luttes idéologiques internes ; anticommunisme, antigermanisme, voire anti-américanisme, trouvent là un terrain d'exercice.

influences, celle des informations, et, en particulier, celle du secret ; dans quelle mesure les journaux ont-ils le droit de débiter certains comptes rendus de débats ? Elle pose, enfin, le problème du rôle du Parlement, « rôle de frein », dit M. Grosser, « subsistant la politique extérieure beaucoup plus qu'il ne contribue à la faire, parce que l'impression est de règle pour assurer la survie des gouvernements successifs ». Toujours dans la partie consacrée aux institutions, M. Grosser analyse ensuite le rôle des différents partis, le P.C.F., après l'exclusion de mai 1947, et sa double influence, à la fois active et passive, par l'« épouvantail » qu'il constitue pour certains partis lors des luttes électorales ; le M.R.P. et son attachement à l'Europe des « Six » ; le général de Gaulle, enfin, et son influence grandissante, bien qu'occulte, dans les dernières années de la IV<sup>e</sup> République. Rien n'est oublié, ni les syndicats, ni la naissante U.N.E.F., ni les journaux ; et, dans une analyse pleine de force, M. Grosser montre comment, devenant conformiste pour les besoins du grand tirage, la presse quotidienne tend — comme aux États-Unis — à se « dépolitiser », tandis que la presse hebdomadaire intensifie ses polémiques, sa virulence même. En dernier lieu, M. Grosser tente une étude de l'opinion, montrant que ce qui domine, en plus de l'anticommunisme et de l'antigermanisme qui va s'estompant, c'est une sorte de « nationalisme xénophobe » dont les hommes du 13 mai sont très représentatifs.

que temps avec l'Allemagne qui est prôné par les mêmes hommes.

Mais aussi, ce que nous montre cette seconde partie, c'est l'extrême imbrication des divers problèmes, leur interférence, et leur interaction. Interférences du problème de la C.E.D. et des rapports avec les États-Unis, mais aussi rapports entre la lutte au sujet de la C.E.D. et la politique extérieure en Indochine, les U.S.A. mettant comme condition à leur aide matérielle la ratification de la C.E.D. ; rapports enfin entre les problèmes de l'Union française et l'O.N.U., que ce soit à propos de la Tunisie, du Maroc ou de l'Algérie.

Il n'est pas question de faire ici un résumé des événements que présente, sous une forme dense et rapide mais très claire, M. Grosser ; mais il est plusieurs points intéressants dont il convient de parler, à la fois pour la manière dont ils sont traités, et pour les enseignements qu'ils peuvent nous donner. C'est ainsi que les pages qu'il consacre à l'Indochine sont tout à fait remarquables ; M. Grosser analyse ce qu'il appelle « l'extraordinaire imbroglio » du printemps 1953 ; utilisant ici quelques pages du général Navarre, il nous montre la France, les États associés et les États-Unis combattant tous trois contre le même ennemi : le Viet-Minh ; les États-Unis pour assurer le « containment » du communisme en Asie, les États associés pour leur indépendance, et la France sans savoir pourquoi.

La dernière analyse de M. Grosser porte sur ce qu'il appelle « la cristallisation algérienne », expression qui montre admirablement la façon dont le problème algérien, par son ampleur et sa gravité, finit par occuper toute la scène politique.

Intérêt national et solidarité humaine

Dans sa conclusion, M. Grosser reprend une question qu'il avait abor-

dée à la fin de sa première partie. Question d'un intérêt primordial, puisqu'il s'agit de la conception de la « légitimité » et de l'intérêt national. Pour qu'une politique extérieure cohérente et continue soit possible, il faudrait une sorte de « consensus », tel qu'en connaissent la Grande-Bretagne et les États-Unis. D'autre part, à propos de l'Outre-mer en particulier, la conception de la « légitimité » se développe dans deux directions opposées. Peut-on accepter qu'un gouvernement sacrifie une partie du patrimoine national ? Peut-on reconnaître comme légitime un État qui permet les violences et les exécutions, en Indochine ou ailleurs ? C'est en se réclamant d'une conception de la grandeur nationale, fondée sur la puissance plus que sur la morale, que des hommes, en mai 1958, renverseront la République !

L'ouvrage s'achève sur des perspectives qui pourraient être réconfortantes ! M. Grosser constate que, en ce milieu du XX<sup>e</sup> siècle, nous avons « la chance de voir coïncider l'intérêt profond de la nation avec les exigences d'une morale de la solidarité humaine ». Sans doute serait-il temps que tout le monde s'en rende compte.

Danièle SALLENAVE.

(1) Armand Colin, éditeur.

**PANTHÉON**  
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04  
Semaine du 21 au 27 février  
**PARIS**  
**NOUS APPARTIENT**

**Des politiques contradictoires**  
La seconde partie représente le sujet même de l'ouvrage, et ce qu'il en ressort, c'est que nous avons affaire non pas à une succession de politiques extérieures, parfois tristement contradictoires. Au lendemain de la Résistance, c'est l'antigermanisme et le morcellement de l'Allemagne ; quel-

**LE FLORIDE** 43, Fg Montmartre  
PROvence 63-40  
(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)  
**LA PYRAMIDE HUMAINE**  
ET  
**SAPPHYR**

## Où sont les divergences entre l'O.A.S. et le Gouvernement ?

« **D**E GAULLE en sort-il affaibli ? Il est difficile de le dire. Ce qui est certain, c'est que les trois cent mille Parisiens réunis mardi pour l'enterrement laissent entrevoir le visage de la France d'après la paix. Une manifestation aussi solennelle et imposante rend encore plus actuelle une série de questions que les Français se posent désormais depuis quelque temps, et que les récents événements reposent avec urgence.

La France est-elle sur le chemin de la guerre civile ? Les gauches françaises, des radicaux aux communistes, vont-elles s'unir, comme en 34 après la fusillade de la Concorde, pour affronter la menace fasciste ?

Quelles fins poursuit le pouvoir ? Veut-il barrer la route au fascisme, ou, feignant d'être impartial entre les deux extrêmes, fascistes et communistes, se sert-il en réalité des premiers pour abattre les seconds, et avec eux toute la démocratie française ?

Les Français commencent-ils à voir clair dans la situation, et désirent-ils la dénouer, ou bien préfèrent-ils continuer à tenir les yeux clos, à ne pas s'éveiller du sommeil qui leur est tombé dessus en mai 58 ?

Le plus juste, à mon sens, est de répondre d'abord à la dernière de ces questions. C'est elle qui conditionne toutes les autres. Si les Français continuaient à vivre dans l'illusion que de Gaulle est le seul homme capable de sauver le pays en lui évitant le pire, il n'y aurait rien d'autre à dire. Le jeu serait fait. Dans quelques mois, continuant à s'illusionner et à rêver, les Français se retrouveraient avec un régime fasciste puissamment installé chez eux.

Mais, en réalité, les Français ne sont plus ceux de mai 1958. Les symptômes d'un réveil de la conscience civique sont nombreux.

...Le Français moyen qui, aux élections, oscille entre les indépendants et M. Guy Mollet, n'est pas encore arrivé à un tel point d'héroïsme, il ne souhaite pas la guerre civile. Il espère toujours échapper à une explosion violente. Mais il commence à comprendre qu'une guerre civile est désormais en cours et que le régime actuel n'en évitera pas l'éclatement.

...Qu'a fait jusqu'à présent l'O.A.S. ? Elle a attaqué, pas trop fort, quelques personnalités gaullistes, et, bien plus efficacement, les communistes et d'autres personnalités de gauche. En quoi a-t-elle gêné le gouvernement ? En rien. Au contraire, le gouvernement l'utilise tant dans ses discussions avec le F.L.N. que pour sa politique intérieure... Et où sont les divergences entre O.A.S. et gouvernement ? L'O.A.S. a attaqué les communistes et le gouvernement aussi, avec la détermination précise de les éliminer de la scène politique. L'O.A.S. combattait quelques généraux républicains, et le gouvernement a pris ces généraux trop ingénument loyaux (Jacquet, Ollivier, Gambiez, Bollaridière) les a mis de côté, ou obligé à se démettre. L'O.A.S. tenait à ce que certains généraux, bien que notablement liés avec les activistes, restent aux postes de commande (Gracieux, Massu, Lecomte) — et ces généraux le sont restés. La liste des services réciproques de l'O.A.S. et du gouvernement pourrait continuer longtemps... (Manlio CANCOGNI.)

### L'Avant-Garde, 17-2-62 (Union Marocaine du Travail) :

#### Uni pour combattre

« ... Le 8 février, trois femmes, un adolescent, quatre militants antifascistes tombaient sous les coups des forces dites de l'ordre qui donnaient libre cours à leur sadisme. Papon, le préfet de police, couvrait ses chiens. Frey, le ministre de l'Intérieur, couvrait son flic. De Gaulle couvrait ses valets. Une fois de plus, la bourgeoisie se lavait les mains dans le sang du peuple... »

« Mardi 13 février : « Le peuple, disait Mirabeau, pour être terrible, n'a qu'à demeurer immobile. » Les chantiers abandonnés, les machines arrêtées, les locomotives au dépôt, les rotatives silencieuses, les écoles et les usines désertées disent à la fois le mépris, la douleur et la colère de tout un peuple »

« Car voici un grand pas de fait. Voici un peuple uni, aujourd'hui, pour pleurer et demain pour combattre. »

# QUAND LE MONDE JUGE LA FRANCE...

On trouvera ci-dessous quelques extraits des commentaires parus dans la presse étrangère après les dramatiques journées parisiennes de février 1962. Il nous a paru utile de présenter ces extraits, si brefs soient-ils, à nos lecteurs. Un certain nombre d'enseignements se dégagent de cette lecture :

1° Personne à l'étranger ne paraît discuter la responsabilité que porte le gouvernement pour la journée du 8 février. L'interdiction de la manifestation — sans parler, bien entendu de la violence de la répression — est vivement critiquée.

2° Personne à l'étranger n'a admis la thèse des communiqués Frey : manifestation dirigée par

les communistes « manipulant » un faible appoint de démocrates et socialistes naïfs. Il est significatif que la presse américaine ne se soit pas laissée impressionner par l'épouvantail communiste du ministre de l'Intérieur.

3° Tous les journaux voient dans les journées de février un réveil de l'opinion publique, longtemps plongée en léthargie par le gaullisme, et la promesse d'une prochaine union de la gauche.

Et on constate enfin que, d'une manière générale, l'opinion internationale ne paraît pas très portée à considérer que le régime gaulliste a rétabli le prestige de la France. Ce serait plutôt le contraire.

### The Observer, 12-2-62 (Libéral) :

#### L'opposition des travailleurs à l'O.A.S.

« ... A Paris, mardi dernier, un demi-million de travailleurs ont manifesté leur opposition à l'O.A.S. »

« ... On n'attendait pas du Président de Gaulle qu'il accueille avec bienveillance le soutien à sa politique algérienne offert mardi dernier. Il préfère garder l'équilibre entre la

droite et la gauche, se reposant sur la loyauté quelque peu douteuse de l'armée en ce qui concerne le contrôle du pays.



(Keystone)

### Le Peuple, 14-2-62 (Belge, soc.) :

#### Un démenti cinglant

« Le peuple de Paris a infligé au régime le plus cinglant démenti que jamais gouvernement ait essayé. A un gouvernement qui prétendait ne pouvoir faire échec sans faire couler le sang à une manifestation atteignant à peine dix mille personnes, un énorme mouvement silencieux a répondu sans qu'il soit besoin d'un seul agent de police en dehors de la poignée de gardiens de la paix qui canalisait les voitures au périmètre du défilé. Jamais, jamais, je n'ai vu un pareil rassemblement ! Jamais, jamais, je n'ai vu une foule plus digne, plus émue, plus recueillie. »

### Sunday Express, 18-2-62 (Conservateur) :

#### Le Spectre de l'anarchie et de la guerre civile

« ... A bord du France, se donnent un dîner et un bal luxueux, mais, dans le même temps, les nouvelles qui parviennent de Paris reflètent la rapide détérioration de l'autorité derrière la

façade qui est supposée révéler la grandeur de la France. Nuit après nuit, les bombes au plastic explosent en dépit des proclamations gouvernementales annonçant l'arrestation des principaux conspirateurs de l'O.A.S.

« Ceci est le tragique dualisme, la schizophrénie de la France d'aujourd'hui... La violence explosant presque toutes les nuit laisse apparaître le spectre de l'anarchie et de la guerre civile... »

### New York Times, 14-2-62 (Ind.) :

#### Un puissant tonique

« ... La démonstration d'hier, si considérable, si silencieuse, si solennelle, était, comme souvent dans le

passé, une protestation de la gauche contre la droite, du peuple contre la rudesse de l'autorité policière... En

France, ces grandes manifestations constituent souvent un avertissement. Lorsqu'elles se produisent, il est bon de hisser les signaux de tempête... »

### New York Times, 19-2-62 (Ind.) :

#### Un avertissement

« ... La gauche française, longtemps l'homme malade de la politique française, est en train de montrer des signes de convalescence et même de rétablissement.

« Durant une journée, mardi 13 février, la gauche, des communistes aux syndicalistes chrétiens, a oublié les profondes divisions qui l'ont réduite à l'impuissance depuis 1947. Dans un réflexe d'unité, en réaction contre l'assassinat de huit Parisiens par l'action policière lors d'une manifestation antérieure, la gauche a uni un demi-million de personnes dans les rues de Paris au cours d'une procession funéraire silencieuse et digne et a quasi-

ment arrêté toute activité dans la capitale et à l'intérieur du pays.

« Voilà pourquoi la vue de l'énorme foule de mardi remplissant l'avenue de la République est apparue comme un puissant tonique à ceux qui espèrent en une résurrection de la gauche. »

### La Gauche, 16-2-62 (Belge, soc.) :

#### Un réveil impressionnant

« ... La manifestation du 8 février ; l'énorme émotion provoquée par le massacre de huit manifestants par les « forces de l'ordre » ; la mobilisation, le jour des funérailles, de centaines de milliers de Parisiens et

de Parisiennes qui formèrent la plus grande manifestation que la France ait connue depuis la Libération, sinon depuis 1936 ; les arrêts de travail de millions d'ouvriers et de fonctionnaires le vendredi 9 février

et le mardi 13 février, ce sont autant d'étapes du brusque réveil du peuple de France contre la menace fasciste et le régime gaulliste qui lui fraye le chemin.

### La Sentinelle, 9-2-62 (Suisse, soc.) :

#### De Gaulle a osé !

« Il a osé !... »  
« Comme Dollfus, de Gaulle a fait massacrer les ouvriers. Face à la vague montante du fascisme, il a fait assommer par sa police dirigée par un préfet douteux les démocrates qui

s'élevaient courageusement contre les plastiquages des séides de l'O.A.S. »  
« Mais lorsque le fascisme se sera emparé du pouvoir, de Gaulle croit-il qu'il échappera au sort du même Dollfus ? Quand son régime bran-

lant de toutes parts aura réduit les travailleurs à l'inertie et à l'indifférence désespérée, quand il aura supprimé la gauche, suppose-t-il qu'il pourra s'accrocher longtemps au pouvoir ?